



ECA Multidisciplinary
Regional Advisory Group

**RAPPORT PRELIMINAIRE DE LA MISSION
AU CONGO (4-9 MARS 1995)
ET AU CAMEROUN (17-21 AVRIL 1995)
SUR LA DETTE EXTERIEURE EN AFRIQUE CENTRALE**

Par
M. Mourad Labidi et
M.W. Cabrera

Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte. Il ne peut être utilisé par ses destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles et sa teneur ne peut être divulguée sans l'autorisation de la Commission économique pour l'Afrique.

TABLE DES MATIERES

	PAGES
I. TERMES DE REFERENCE ET ACTIVITES ENTREPRISES	1
II. LES PROBLEMES ET PROPOSITIONS POUR L'ANNULATION OU L' ALLEGEMENT DE LA DETTE EXTERIEURE	2
III. LA DETTE EXTERIEURE EN AFRIQUE CENTRALE	7
IV. LE CAS DU CONGO	10
- Le déroulement de la mission au Congo	
- Vue globale de la dette au Congo	
- La situation économique au Congo	
- La sévérité de la dette extérieure du Congo	
- La gestion de la dette	
- La conversion des dettes	
V. LE CAS DU CAMEROUN	20
- Déroulement de la mission au Cameroun	
- La situation économique au Cameroun	
- La sévérité de l'endettement	
- La gestion de la dette	
- La conversion des dettes	
VI. PREMIERES CONCLUSIONS	27
ANNEXES	29
- Tableaux sur la dette extérieure de l'Afrique centrale	30
- Graphiques sur la dette extérieure de l'Afrique centrale	36
- Personnes rencontrées au Congo et au Cameroun	40

I. TERMES DE RÉFÉRENCE ET ACTIVITES ENTREPRISES 1/

1. Les présentes missions au Congo et au Cameroun font suite à une demande du Président Pascal Lissouba contenue dans une lettre du 3 février 1995 adressée au Secrétaire exécutif de la CEA. Elles ont été menées à Brazzaville du 4 au 9 mars 1995 et au Cameroun du 17 au 21 avril 1995 par deux experts de la CEA, MM. M. Labidi, conseiller régional principal et W. Cabrera, économiste.

2. Dans la lettre ci-dessus citée, il était indiqué que la conclusion principale du Forum pour la Culture et la Paix tenu à Brazzaville (19-22 décembre 1994) "est qu'il n'y aura pas de développement durable tant que les Etats africains ne pourront pas autofinancer leurs programmes et projets de développement parce que leur fort taux d'endettement extérieur les en empêche. Aussi, le Forum a recommandé d'adresser ... une requête collective des Etats de l'Afrique centrale demandant l'annulation de nos dettes extérieures, afin de consacrer nos rares ressources financières à nos projets de consolidation de la paix, de la démocratie et au renforcement de nos capacités internes de développement économique et social". Cette lettre demandait l'appui de "deux conseillers en matière de dette extérieure pour constituer le dossier technique annexe de la requête collective des Etats de l'Afrique centrale ...".

3. Dans une réponse du 20 février 1995, le Secrétaire exécutif de la CEA a indiqué que la CEA était heureuse de pouvoir donner une suite positive à cette demande et que "ce travail complexe, et qui nécessitera quelques semaines de préparation, en coopération avec l'ensemble des Etats de l'Afrique centrale et leurs institutions nationales et régionales compétentes, la CEA sera heureuse de la mener à bien sous votre direction. Par ailleurs, il apparaît que le dossier technique à préparer peut aussi être aussi utilisé pour d'autres débats sur la dette à des occasions aussi importantes que la 17ème Session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA (Le Caire, 27-28 mars 1995) ou la prochaine réunion des Etats de l'Afrique centrale.

4. Au cours de leur mission, les deux experts de la CEA ont été reçus par les responsables concernés. Au Congo, ils ont été reçus par Son Excellence, le Président de la République, Pascal Lissouba. Des séances de travail ont eu lieu avec des responsables concernés de la Présidence, des ministères chargés de l'économie et des finances, des caisses nationales d'amortissement, de la Banque des

1/ Le présent rapport est préliminaire. Il sera révisé sur la base de l'exploitation de l'ensemble des informations collectées, en particulier les plus récentes. Dans un deuxième temps, suite aux missions devant être effectuées dans d'autres pays de la sous-région, il sera élaboré un rapport sur l'ensemble de la dette de l'Afrique centrale.

Etats de l'Afrique centrale, ainsi qu'avec les organismes de coopération internationaux et bilatéraux.

5. Le présent rapport de mission ne remplace pas le rapport complet à élaborer. Il rassemble les premières informations, analyses, réflexions et propositions issues des contacts pris au Congo et au Cameroun. Mais, il se veut déjà instrument de travail pour les responsables et techniciens concernés par la question de l'endettement de l'Afrique centrale.

II. LES PROBLEMES ET PROPOSITIONS POUR L'ANNULATION OU L'ALLEGEMENT ET DE LA DETTE EXTERIEURE

6. Faisons le point des positions des pays développés et en développement, des créditeurs et des débiteurs, des organisations internationales sur cette question.

Les critères de classement et les positions de la Banque mondiale et du FMI

7. Rappelons d'abord les critères de classement de la Banque mondiale. **Les pays à bas revenu** (low income country) sont les pays qui, en 1993, ont un revenu par tête (PIB per capita) inférieur à 695 dollars. **Les pays à revenu moyen** (middle income country) ont un revenu par tête compris entre 695 et moins de 8626 dollars. **Les pays à bas revenu moyen** ont un revenu compris entre 695 dollars et 1345 dollars.

8. Deux ratios sont utilisés pour classer le niveau d'endettement des pays: le ratio de la valeur actuelle du service total de la dette (PV) au PIB et le ratio de PV aux exportations. Si l'un de ces ratios excède la valeur critique de 80% (PV/GNP) ou 220% (PV/exportations), le pays est considéré comme sévèrement endetté. Si la valeur est comprise entre cette valeur critique et 60% de cette valeur, le pays est classé comme modérément endetté. Dans les autres cas, le pays est dit peu endetté. Jusqu'en 1993, la classification était faite sur la base du service programmé de la dette et de la valeur nominale de la dette. La nouvelle méthodologie utilise la valeur actuelle du service de la dette.

9. Pour la Banque mondiale (voir le document intitulé "Reducing the Debt Burden of Poor Countries, the World Bank, September 1994), trois conclusions principales peuvent être tirées de l'étude des pays à bas revenus fortement endettés. Le problème de ces pays n'est pas celui d'insuffisance de liquidité mais de surendettement; le problème de chaque pays est spécifique; une solution durable demande l'application de réformes économiques par les pays débiteurs et quelques mesures exceptionnelles des créditeurs. La

Banque mondiale se prononce pour une approche cas par cas, en utilisant trois voies complémentaires: croissance des exportations, réductions supplémentaires de la dette, fonds concessionnels additionnels. Mais elle constate aussi que la croissance des exportations ne peut être que modeste et insuffisante.

10. La Banque mondiale, pour ce qui est de la dette commerciale non garantie, a développé des facilités pour les pays IDA sous programme FMI: la facilité de réduction de la dette et la facilité de cinquième dimension. La facilité de réduction de la dette (Debt Reduction Facility, DRF) fournit des dons jusqu'à 10 millions de dollars pour racheter des dettes commerciales sur le marché secondaire et pour des projets d'échange de dettes contre développement. La facilité de cinquième dimension (Fifth Dimension Facility) qui fournit des dons pour payer les intérêts de la dette commerciale.

11. Pour ce qui est des arriérés de dettes des pays sous programme FMI, le FMI a mis en place un programme d'accumulation de droits (Rights of accumulation programme) qui permet d'obtenir un prêt ESAF.

Les conditions du Club de Paris

12. **Les Termes de Toronto améliorés.** Pour les pays à bas revenu lourdement endettés, ce sont les Termes de Toronto améliorés (Enhanced Toronto Terms) qui sont utilisés pour définir les conditions du rééchelonnement de leur dette au Club de Paris. Leur contenu est le suivant (Source: World Debt Tables, 1994):

a) Un agrément initial ré échelonne la dette qui échoit pendant la période de 12-18 mois, tout en convenant que dans 3 ou 4 ans, il sera considéré un traitement du stock total de la dette.

b) Les termes du remboursement:

- **L'Aide publique au développement, APD, (ODA Debt):** 30 ans de maturité avec 12 ans de période de grâce. Dans quelques cas, le repaiement a été gradué.

- **La dette non-APD (non-ODA debt):** Les créiteurs sélectionnent la modalité d'allégement de la dette de façon à la réduire de 50% (sur la base de la valeur actuelle nette):

OPTION A DE REDUCTION DE LA DETTE (ANNULATION PARTIELLE):
Annulation de 50% du service de la dette durant la période de consolidation et rééchelonnement du reliquat pendant 23 ans,

incluant 6 ans de période de grâce. Les intérêts moratoires sont fixés aux taux du marché.

OPTION B DE REDUCTION DU SERVICE DE LA DETTE: La dette est rééchelonnée sur 23 ans, mais sans période de grâce, les intérêts moratoires étant fixés à un taux suffisamment bas pour réduire la valeur actuelle du service de la dette de 50%.

OPTION C OPTION NON CONCESSIONNELLE: Les pays incapables d'offrir un allègement concessionnel de la dette rééchelonne la dette sur 25 ans, incluant 14 ans de période de grâce, aux taux d'intérêt du marché.

c) **Possibilités de conversion (Swap):** Les programmes de conversion de la dette sont possibles jusqu'à un plafond de 10% pour la dette non APD (jusqu'à 20% pour des cas exceptionnels) et sans plafond pour la dette APD.

d) **Eligibilité:** Sont éligibles les pays IDA de la Banque mondiale lourdement endettés, menacés par un défaut immédiat de paiement, sous programme d'ajustement, déterminé cas par cas.

13. **Les Termes de Naples:** Depuis décembre 1994, le Club de Paris met en oeuvre, pour les rééchelonnements des **pays à bas revenus les plus pauvres** (500\$ ou moins de revenu par tête) et les plus lourdement endettés (ratio dette/exportations supérieur à 350%), les **Termes de Naples**. Ces pays, sous programme avec le FMI, bénéficient dans un premier temps d'une réduction de 67% de échéances de remboursement pendant la période consolidée. Ces pays, lorsqu'ils ont respecté ce programme avec le FMI et les accords avec le Club de Paris pendant 3 ans, bénéficient d'une réduction de l'ensemble de leur dette publique et non plus uniquement des seules échéances de remboursement, allant jusqu'à 67%. Par ailleurs, le stock résiduel de cette dette est rééchelonné sur une longue période (23 ans). Avant cette décision, seules la Pologne, l'Indonésie et l'Egypte avaient bénéficié d'une réduction du stock de leur dette. Ont jusqu'à présent bénéficié des conditions de Naples: le Cambodge, la Guinée, la Guinée-Bissau, l'Ouganda, le Tchad et le Togo.

14. **Les Termes de Houston:** Pour les **pays à bas moyen revenu sévèrement endettés** (Severely indebted lower-middle income countries), ce sont les **Termes de Houston** qui servent de référence aux rééchelonnements du Club de Paris. Introduits en septembre 1990, leur contenu est le suivant:

a) **La dette APD (ODA debt)** est remboursée en 20 ans (maturité), y compris une période de grâce de 10 ans, les intérêts

moratoires étant chargés à des intérêts concessionnels pas plus élevés que les taux originaires.

b) **La dette non-APD (non-ODA debt)** est remboursée en 14-15 ans de maturité, avec jusqu'à 8 ans de période de grâce, les intérêts moratoires étant fixés aux taux du marché.

c) **SWAP:** Des swaps sont prévus par les Termes de Houston, similaires aux arrangements décrits plus haut.

d) **Eligibilité:** Les pays sont éligibles aux Termes de Houston s'ils répondent à deux des trois critères suivants: avoir un revenu par tête de moins de 1345 dollars par tête en 1993, une forte proportion de dette due aux créditeurs officiels (rapport dette officielle/commerciale égal à au moins 1,5), et un poids élevé de la dette (mesuré par deux des trois conditions: ratio dette/PIB de 50% ou plus ; ratio dette/exportations de 275% ou plus; ratio du service de la dette programmé/exportations de 30% ou plus). Le Maroc, le Congo, la Jordanie, la Jamaïque, le Pérou et d'autres pays ont bénéficié de ces facilités.

15. **Les conditions standards** des pays à revenus intermédiaires: Le Club de Paris rééchelonne la dette sur 10 ans aux taux d'intérêt du marché, avec 5 ans de grâce (des variantes sont possibles).

Le Club de Londres

16. Le **Club de Londres** traite la dette commerciale privée non publiquement garantie des pays lourdement endettés sous programme du FMI. Il est offert, soit l'approche du Plan Brady, soit différentes opérations de réduction de la dette (rachat de dettes, conversion en titres et bons d'intérêt inférieur, restructuration de la dette...).

Les positions africaines

17. Le rapport sur la situation de la dette extérieure de l'Afrique, préparé pour le Sommet 1994 de l'OUA par le Secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD/CAEM, souligne "la nécessité d'une action décisive et globale pour résoudre le problème de la dette" et fixe comme objectif "la réduction du montant de la dette non amortie pour toutes les catégories de créanciers (bilatéraux, commerciaux et multilatéraux) et du service de la dette". L'approche proposée propose les 3 objectifs suivants:

- i) "... obtenir une réduction substantielle du fardeau de la dette conformément aux Termes de Trinidad ...
- ii) une approche imaginative pour réduire le fardeau de la dette multilatérale...

- iii) une réduction à grande échelle du fardeau de la dette commerciale.

Pour la dette bilatérale, "ce qu'il faut, c'est un nouvel ajustement de grande envergure portant sur les modalités et procédure du système du Club de Paris". Dans le même sens, le projet de déclaration de la prochaine réunion de l'OUA appelle au dialogue avec l'Afrique les créiteurs bilatéraux et multilatéraux pour coordonner les efforts d'identification des voies et moyens pour réduire le fardeau de la dette. Le projet de déclaration du Sommet social de 1995 comporte des passages non définitifs sur la dette qui montrent des fortes divergences entre pays créiteurs et débiteurs. Notons enfin que le rapport de l'OUA attire l'attention sur les mesures à prendre pour les pays à revenus intermédiaires qui n'ont pas bénéficié d'une attention suffisante de la communauté internationale.

18. Le Programme d'action du Caire pour la relance du développement économique et social en Afrique adopté en mars 1995, constate que le problème de la dette reste l'une des principales contraintes à la relance du développement économique et la nécessité d'inverser la tendance au déclin des transferts vers l'Afrique. Ce Programme estime que pour que les réformes économiques réussissent, tous les créanciers y compris les institutions multilatérales doivent adopter des mesures plus poussées pour le rééchelonnement de la dette. L'engagement de la communauté internationale à la relance de l'Afrique peut se manifester par les réductions du fardeau de la dette à un niveau où elle cesse d'affecter les investissements pour le développement futur de l'Afrique. L'Afrique invite ses créanciers bilatéraux et multilatéraux, à engager le dialogue pour coordonner leurs efforts pour réduire la dette du continent et son service. Spécialement, les gouvernements africains invitent le G7, par l'intermédiaire du Club de Paris, à accorder un allègement supplémentaire plus important que celui prévu par les conditions de Naples, "en particulier pour les pays à faibles revenus lourdement endettés. En outre, nous invitons le G7 à envisager des moyens inédits pour traiter la question de la dette multilatérale suivant les propositions du Royaume Uni concernant la vente de l'or du FMI et à veiller à ce que l'allègement de la dette multilatérale ne se fasse pas aux dépens du financement des subventions publiques".

19. Les ministres de la CEA ont adopté, en mai 1995, une déclaration semblable sur la dette extérieure de l'Afrique. Cette dette est aujourd'hui de 313 Md dollars, soit 231,3% des exportations de l'Afrique et, en moyenne, 71,6% du PIB total. Ils constatent que la crise de la dette n'est pas celle de liquidité mais qu'elle est due en partie à la crise financière internationale. Ils estiment que jusqu'à présent il n'y a pas eu de solution durable au problème de la dette. Ils demandent son

allègement substantiel et l'accroissement des flux concessionnels. Ils demandent l'amélioration des Termes de Naples par la réduction de 80% du stock de la dette non concessionnelle y compris les intérêts accumulés, l'annulation de la dette concessionnelle pour tous les pays africains, la réduction de la dette multilatérale, y compris son rachat grâce à la vente d'une partie des réserves en or du FMI, la réduction de la dette commerciale par la mobilisation de ressources supplémentaires pour le Plan Brady et la facilité IDA. Ils demandent la poursuite des réformes économiques, un partenariat efficace et l'utilisation de la conversion pour le financement de développement. Il est demandé d'élargir le mandat du Club de Paris pour traiter aussi la dette multilatérale et privée dans le cadre de l'obtention de flux de ressources positives vers les pays africains.

Quelques autres positions

20. Le Sommet social de Copenhague pour le développement social de mars 1995 a demandé à ce que soit trouvées des solutions durables et orientées vers le développement, à travers la mise en oeuvre immédiate des Termes de Naples approuvés par le Club de Paris en décembre 1994, et a invité les institutions financières internationales à examiner des approches innovatrices pour assister les pays à bas revenus ayant une forte proportion de dette multilatérale, en vue d'alléger la charge de la dette, de développer des techniques de conversion de la dette appliquées à des programmes sociaux de développement en conformité avec les priorités du Sommet.

III. LA DETTE EXTERIEURE EN AFRIQUE CENTRALE

21. Les tableaux donnés en annexe fournissent les principales informations disponibles sur la dette de l'Afrique centrale. Ils seront mis à jour dès que possible. Remarquons tout d'abord que la dévaluation du franc CFA de janvier 1994 présente sous un jour plus inquiétant la situation de la dette des pays de la zone franc: soit que l'on estime que sa gravité avait été masquée jusqu'alors par le taux de change précédent, soit que l'on considère que les conséquences immédiates de la dévaluation ont alourdi considérablement la charge de la dette en monnaie nationale (FCFA). Pourtant, un effort de soutien a été fait par les bailleurs de fonds: ils ont annulé environ 5 milliards de dollars de dettes pour l'ensemble des pays de la zone franc (Afrique centrale et de l'Ouest), mais cela ne représentait en définitive que 10% de leur dette extérieure. Aussi, un certain nombre de ratios mesurant l'endettement des pays d'Afrique centrale se sont détériorés. Par ailleurs, du point de vue de l'analyse de l'endettement, les revenus en dollars des pays ayant baissé, leur classification a

changé, un certain nombre d'entre-eux rétrogradant de la catégorie des pays à revenus moyens à celle des bas revenus.

Le profil de la dette extérieure totale

22. Les dix pays d'Afrique centrale ont des caractéristiques différentes relatives à leur capacité d'exportation et les profils de leur dette extérieure. La plupart des pays de la sous-région (Burundi, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao Tomé et Principe et Zaïre) ont des exportations dont la structure est essentiellement dominée par les matières primaires. De plus, ces pays sont classés comme pays à bas revenus sévèrement endettés (SILIC, Severely Indebted Low Income Countries). Les pays exportateurs de pétrole, le Cameroun, le Congo et le Gabon, étaient considérés jusqu'à la dévaluation de 1994, comme pays à revenu moyen (le Cameroun et le Congo sont maintenant classés pays à bas revenus). Le Cameroun et le Congo sont lourdement endettés (SIMIC) tandis que le Gabon est considéré comme seulement modérément endetté (MIMIC). Deux pays, le Cameroun et la République Centre Africaine, sont considérés comme exportateurs 'diversifiés' dans le sens qu'aucune catégorie d'exportation ne compte à elle seule pour plus de 50 pour cent de leurs exportations totales.

23. La dette extérieure totale des dix pays d'Afrique centrale est estimée en 1993 à près de \$31 milliards de dollars E.U. Cependant, elle est fortement concentrée, avec quatre pays (Zaïre, Cameroun, Congo et Gabon) représentant 86 pour cent de la dette extérieure totale de la sous-région. La composition du stock de la dette extérieure de l'Afrique centrale est essentiellement bilatérale (48 %), le reste se répartissant entre dette multilatérale (26 %), dette privée (11 %) et court terme (16 %). Environ 35 % de la dette extérieure d'Afrique centrale est concessionnelle (15 % multilatérale et 20 % bilatérale). En raison de sévères difficultés de paiement, le service de la dette totale de la sous-région a connu des défauts durant les dernières années, ce qui a entraîné une sérieuse accumulation d'arriérés. La majorité des paiements du service de la dette de la sous-région sont faits par le Cameroun, le Gabon et le Congo. Les créiteurs multilatéraux absorbent près de 35 % des paiements du service de la dette. L'accumulation des arriérés sur la Dette publique et garantie publiquement (PPG), principalement envers les créiteurs bilatéraux et privés garantis publiquement, s'est accrue fortement atteignant près de 25 % de la dette publique et publiquement garantie jusqu'à \$6 milliards de dollars. Le Zaïre compte pour presque la moitié des arriérés accumulés, suivi par le Congo, le Gabon et le Cameroun.

24. Les transferts nets sur la dette vers la sous-région (déboursements moins le service total de la dette) ont été négatifs

durant les dernières années. Cependant, Les transferts nets totaux sont restés positifs en raison d'abord d'un large accroissement des dons. Les flux d'investissements directs étrangers ont chuté fortement, avec de sérieux désinvestissements dans certains pays. Comme conséquence de ces conditions en détérioration, les ratios clé de l'endettement pour les pays d'Afrique centrale indiquent un sévère endettement extérieur. Les ratios de la dette extérieure sur les exportations de biens et services sont bien au dessus du seuil des 200 % pour la plupart des pays indiquant une sérieuse pression de la dette. De la même façon, les ratios du service de la dette aux exportations sont aussi hauts en dépit du fait qu'ils auraient pu être beaucoup plus haut si les pays n'avaient pas accumulé des arriérés. La sous-région dans son ensemble a été durement frappée par les sécheresses qui ont sérieusement endommagé ses exportations agricoles et les ont contraints à des importations de quantités substantielles de nourriture. Le Zaïre a été sévèrement affecté par une crise économique et politique et les pays CFA ont été affectés par la drastique dévaluation de leur monnaie avec de sérieuses répercussions économiques et sociales.

Le profil crédateur

25. Le Profil crédateur de la Dette publique et publiquement garantie (PPG) de l'Afrique centrale est tel qu'environ 25 milliards de dollars en 1992 sont concentrés chez les crédateurs bilatéraux. Plus de 70 % de la dette bilatérale de l'Afrique centrale est due à la France (39%), aux U.S.A. (11%), à l'Allemagne (9%), à l'Italie (6%) et à la Belgique (5%). L'exposition française seule se monte à \$5.7 milliards en 1992, comptant pour 39% des crédits PPG à l'Afrique centrale. La majorité des prêts PPG français à l'Afrique centrale est concentrée seulement dans quatre pays: Congo, Gabon, Cameroun et Zaïre. Plus de 80 % des prêts PPG français à l'Afrique centrale ont la forme de crédits bilatéraux, près de la moitié d'entre-eux sous forme concessionnelle. Les prêts privés français sont concentrés au Congo, au Cameroun et au Gabon; ils prennent la forme de prêts commerciaux bancaires faits essentiellement au Congo et au Cameroun, et de crédits fournisseurs d'exportation principalement vers le Gabon et le Congo.

Le profil débiteur

26. L'exposition des U.S.A. en Afrique centrale se montait à \$1.6 billion en 1992, sa grande majorité étant avec le Zaïre, le reste étant avec le Cameroun, le Gabon et le Congo. Presque tous les prêts américains au Zaïre sont sous forme bilatérale, avec seulement une petite fraction en termes concessionnels.

27. L'exposition allemande en Afrique centrale se montait à \$1.3 billion en 1992. Elle est presque totalement concentrée dans seulement trois pays: Cameroun, Zaïre et Congo, et elle est essentiellement bilatérale, dont une substantielle portion (42%) est en termes concessionnels. Les prêts privés se montent à \$382 million en 1992, sous la forme de crédits d'exportations et fournisseurs.

28. L'exposition multilatérale en Afrique centrale se montait à \$7 milliards en 1992. Elle est dominée par la Banque mondiale (IBRD 15%, IDA 43%), AFDB (15%) et AFDF (11%). En raison des prêts significatifs d'IDA et AFDF, près de 64 % des crédits multilatéraux en Afrique centrale sont en termes concessionnels.

IV. LE CAS DU CONGO

LE DEROULEMENT DE LA MISSION AU CONGO

29. Au Congo, la mission a été reçue par Son Excellence, le Président de la République Pascal Lissouba, M. Guila MOUNGOUNDA-KOMBO, Ministre de l'économie, des finances et du plan, M. Luc ADAMO MATETA, Ministre du budget. Des séances de travail ont eu lieu avec des responsables de la Présidence, le Directeur général de la Caisse congolaise d'amortissement et ses collaborateurs, le Directeur général du plan et le Directeur national adjoint de la Banque centrale des Etats de l'Afrique centrale, ainsi qu'avec le Représentant résident du PNUD et le Directeur de la Caisse française de développement.

VUE GLOBALE DE L'ENDETTEMENT EXTERIEUR DU CONGO

30. Donnons d'abord une vue globale de l'endettement extérieur du Congo à travers les données de la Banque mondiale. Nous les préciserons ensuite et nous les analyserons sur la base des données et documents obtenus par la mission.

31. Dans le contexte d'une dette extérieure totale de l'Afrique centrale égale à 30 milliards de dollars US, la dette du Congo en représente 15% du total. Elle est la troisième parmi les dix Etats de l'Afrique centrale. La dette extérieure totale du Congo s'élevait à 4,7 milliards de dollars en 1993, en retrait par rapport à celle de 4,9 milliards de dollars atteinte en 1990. Elle est due essentiellement aux crédetes bilatéraux (54,3%), suivis par la dette à court terme (20,7%), la dette privée garantie (13,7%) et la dette multilatérale (11,2%). Quant au niveau de concessionnalité, une large partie de la dette bilatérale (34%) est

en termes concessionnels pendant que seulement une petite fraction de sa dette multilatérale est concessionnelle (3%).

32. Jusqu'à récemment, le Congo était classé comme un pays à revenu moyen sévèrement endetté (SIMIC). Suite aux effets économiques de la dévaluation de janvier 1994 du franc CFA, le Congo a été reclassé en tant que pays à bas revenu sévèrement endetté (SILIC). Les indicateurs clés de l'endettement du pays montrent un sévère endettement extérieur. Le ratio de la dette extérieure totale au Produit national brut est de 213% pendant que le ratio de la dette extérieure totale aux exportations est de près de 400%, soit le double des indicateurs seuils utilisés par la Banque mondiale pour affirmer l'endettement sévère. Le ratio du service de la dette extérieure totale aux exportations de biens et services s'élève à 16 %. Toutefois, il pourrait être beaucoup plus significatif si le pays n'avait pas accumulé de hauts niveaux d'arriérés.

33. Le paiement du service de la dette du Congo a décliné significativement depuis 1990, de EU\$529 million à seulement EU\$130 million in 1993, en raison de ses difficultés à y faire face, le stock de la dette s'étant accru ou stabilisé. En raison de la nature de ses relations économiques avec ses crédateurs, presque trois quarts du service réduit de la dette du Congo étaient alloués à ses crédateurs privés garantis (71.4%) et à ses crédateurs à court terme (23.1%). Les crédateurs multilatéraux et bilatéraux étaient payés seulement une fois prélevés ces montants. Il en a résulté que le Congo a accumulé de substantiels arriérés sur sa dette publique et sa dette garantie publiquement, atteignant EU\$6.1 milliards en 1993, représentant environ 25% de sa dette totale garantie publiquement.

LA SITUATION ECONOMIQUE AU CONGO

34. Le Congo dépend presque totalement de ses exportations de pétrole. Le Congo importe une grande partie des produits dont ont besoin sa population et son appareil économique. C'est ainsi qu'il importe l'essentiel des poissons qu'il consomme et que ses potentialités agricoles sont très sous-utilisées. La dévaluation a cependant augmenté la rentabilité de son agriculture et de son élevage. Il y a trop peu de routes tandis que le chemin de fer fonctionne mal, ce qui a considérablement gêné l'exportation de bois dont la compétitivité avait été accrue par la dévaluation. L'électricité et l'eau fonctionnent mal. Il y a mauvais état du secteur financier. Les 70.000 fonctionnaires sont trop nombreux et le pays connaît un grave problème d'emploi. Il se pose un problème de qualité des dépenses publiques.

35. Depuis 1986, année de la forte chute du prix du pétrole, le Congo connaît de graves difficultés économiques. Un accord de confirmation a été signé en 1986 avec le FMI accompagné d'un programme d'ajustement économique. En 1990, un nouvel accord de confirmation a été signé avec un programme de 21 mois qui a dérapé rapidement.

36. En 1993 et 1994, la situation économique s'est dégradée au Congo comme le montre la note intitulée "L'évolution du Produit intérieur brut en 1994, Ministère du plan et de l'économie, Centre national de la statistique et des études économiques, janvier 1995". Ainsi le Produit intérieur brut a diminué en termes réels de 4,5% et 1,5% en 1994 et 1993. C'est ce qui apparaît dans le tableau suivant:

TABLEAU 1: CONGO, EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) EN %

	1992	1993	1994
PIB à prix constants			
- PIB marchand	+2,5	-2,0	-4,5
- PIB marchand hors pétrole	-1,1	-6,5	-7,5
- PIB exploitation pétrolière	+10,6	+13,8	+1,7
- TOTAL PIB	+1,2	-1,5	-4,6
PIB à prix courants			
- PIB marchand	-4,2	-4,2	+15,4
- PIB marchand hors pétrole	-2,9	-9,4	+ 5,7
- PIB exploitation pétrolière	-7,2	+7,9	+35,3
- TOTAL PIB	-2,8	-5,7	+14,5

37. L'Aide mémoire de politique économique et financière (février 1994) estimait ainsi l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs économiques :

TABLEAU 2: CONGO, QUELQUES INDICATEURS ECONOMIQUES

	1992	1993	1994p	1995p
Produit Intérieur Brut (PIB) nominal (millions ff)	14506	13508	8400	9248
PIB nominal par tête en dollars	1116	934	536	568
Croissance prix intérieurs en %				
à la consommation	-3,9	+0,7	+40,3	+4,4
déflateur du PIB	-5,2	-7,3	+40,3	+6,5
Avoirs extérieurs nets (millions ff)	-113	-324,8	-384,8	-384,8
Solde des finances publiques %	-21,6	-22,6	-17,3	-14,0
Déficit de la balance des paiements (en md FCFA)	119,8	-128,7	-329,7	-246,5

38. Depuis 1994, le Congo fait de nouveaux efforts de développement. En 1994 a été élaboré le PARESO (Programme d'action et de relance économique et sociale). Au moment de la mission de la CEA, une mission du FMI était attendue (mars 1995) avec signature possible d'un accord. Une Table-ronde sur le Congo est envisagée avant la fin de l'année. Le Congo s'est engagé à ne pas avoir des emprunts non concessionnels, mais l'endettement extérieur et intérieur reste important.

LA SEVERITE DE LA DETTE EXTERIEURE DU CONGO

39. Les autorités constatent avec force que la dette paralyse leur pays, d'autant plus que c'est un pays à transition systémique qui n'a tiré aucun bénéfice de la dévaluation du franc CFA de janvier 1994. Au Congo le remboursement de la dette accapare la moitié des dépenses budgétaires, les salaires accaparant l'essentiel du reste. Peu ou pas de ressources sont mobilisables pour l'investissement. Elles considèrent que le problème de la dette doit recevoir d'abord un traitement politique, qu'il ne faut pas faire une trop grande séparation entre les aspects politiques et techniques de son traitement. La politique a besoin d'arguments techniques et un aspect technique du traitement de la dette est la réflexion sur les conditions de sa naissance : surfacturation (Ex.: il a été construit au Congo les routes parmi les plus fragiles et les plus chères du monde, 150 millions par kilomètre). Juridiquement, que signifie la signature, quelquefois contrainte, d'opérateurs ou responsables de pays en développement pour des projets ou prêts, pour lesquels ils ne disposaient pas de l'information minimum nécessaire ? Il y a nécessaire co-responsabilité du créancier. Pour les autorités congolaises, résoudre le problème de la dette, c'est assurer le développement et ouvrir des marchés. Pour elles, de nouvelles solutions de la dette sont à retenir.

40. Les autorités constatent que les ratios dette per capita (2200 dollars US) et dette/PIB sont parmi les plus élevés du monde. La dévaluation a diminué la capacité de payer en FCFA la dette extérieure. Les mesures de soutien prises par les bailleurs de fonds, en particulier l'annulation de la moitié de la dette "Assistance publique au développement" pour les pays qui étaient à revenus moyens, comme le Congo, et son annulation pour les pays à bas revenus, n'ont pas suffi. Le service annuel de la dette représente le premier poste budgétaire de l'Etat après les salaires. Le poids de la dette s'est donc constamment aggravé, comme le montre l'évolution de la dette extérieure depuis 1980 :

TABEAU 3: CONGO, RATIOS SUR LA DETTE EXTERIEURE

	1980	1986	1990	1992	1993	1994*
en millions de dollars						
Total debt stock EDT	1526	3520	4931	4751	5071	4791
Interest payments INT	68	139	169	64	51	
Total debt service paid TDS	109	386	531	162	126	
Total debt service due			1239	577	480	
en %						
EDT/XGS	148	449	328	375	426	409
EDT/GNP	99	187	198	191	249	
TDS/XGS	10,6	49,2	35,4	12,8	10,6	
Concessional/EDT	26,5	21,9	34,9	36,7	33,1	

* Prévisionnel, Source: administrations congolaises

Source: Word Debt Tables 1994-95

41. La dévaluation de Janvier 1994 n'a pas encore amélioré la situation, et pour le moment elle l'a aggravée, d'autant plus que pour certains elle a été faite à un mauvais moment. Cependant, le Club de Paris du 10 juin 1994 a permis la consolidation des arriérés et l'allégement des échéances sur douze ans. Des accords bilatéraux ont été passés avec la créanciers. Les arriérés vis-à-vis de la Banque mondiale et de la BAD ont été payés pour que ces institutions multilatérales reprennent leurs versements. Les dettes gagées sur le pétrole ont été restructurées en avril 1994 et consolidées avec un report des paiements au delà de 1997. Les discussions en cours avec le Club de Londres visent une décote de l'encours sur la base de la valeur des créances du marché secondaire. Mais, estiment les autorités, toutes ces mesures sont insuffisantes, le poids du service de la dette restructurée restant très élevé. Elles constatent que la dette multilatérale ne peut être actuellement rééchelonné. La dette gagée a amputé les recettes pétrolières futures. Une restructuration en profondeur de la dette est jugée nécessaire. Il faut en particulier profiter des facilités IDA du Congo et créer un fonds national d'investissement. A cet effet, une Facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR) doit être obtenue pour améliorer le profil de la dette, bénéficier de la 5e dimension de la Banque mondiale et obtenir des fonds de garantis pour le Club de Londres.

42. La dette intérieure, qui représente la moitié du PIB est aussi très élevée. La dette économique bloque le fonctionnement de l'économie et la dette sociale lèse la population. Il a été décidé de l'intégrer dans le Tableau des Opérations financières de l'Etat (TOFE) pour son meilleur traitement. Une meilleure évaluation et un audit de la dette sont jugées nécessaires, en particulier pour évaluer les dettes croisées. Des programmes de traitement de la dette intérieure par nature sont à introduire. Des mesures sont

envisagées: concours financier de 150 md FCFA pour le refinancement du système bancaire, la relance des petites et moyennes entreprises (PME), l'apurement d'arriérés. Pour les autorités, il faut aussi renégocier certaines dettes, émettre des bons et titriser la dette, restaurer la viabilité de Caisse sociale et de la Caisse d'épargne, mettre en place une institution d'assurance et réassurance, mettre en place une banque de développement.

43. Cette dette et la situation économique, ainsi que les difficultés à faire rentrer les recettes fiscales et douanières expliquent les difficultés budgétaires actuelles. Le budget 1995 prévoit des recettes de 235,8 md FCFA et des dépenses de 414,4 md FCFA; ce qui représente un déficit de 176,6 md FCFA soit 21% du PIB. Comment faire face à cet important besoin financier de l'Etat?

LA GESTION DE LA DETTE

44. Selon l'Aide mémoire de politique économique et financière (Brazzaville, février 1994), établi en liaison avec l'accord de confirmation du 27 mai 1994, "le Gouvernement reconnaît que le problème de la dette a surgi essentiellement à cause d'un manque de gestion et de contrôle systématiques de la dette publique extérieure et intérieure, ce qui a entravé la transparence et la crédibilité de la gestion des finances publiques puisque ni les montants ni les termes de l'endettement n'étaient exactement connus. Le gouvernement a donc décidé que l'engagement de tout nouvel emprunt ainsi que les renseignements y afférents seront des maintenant centralisés au sein de la Caisse congolaise d'amortissement (CCA) et fera l'objet d'une comptabilité régulière... Les objectifs annuels de nouveaux emprunts seront fixés dans le contexte de la loi de finances et seront donc soumis aux procédures budgétaires régulières. D'ailleurs le recours aux financements extérieurs nouveaux obéira à des règles de prudence stricte privilégiant les ressources à caractère concessionnels". Les crédits à court terme ne seront sollicités que pour le financement normal des importations jusqu'à un an. Il s'agit donc de dépasser les erreurs du passé, qui sont connues. Le principal responsable de la gestion de la dette est le Ministère de l'économie et des finances à travers ses directions (trésor, plan, économie ...) et la Caisse congolaise d'amortissement.

Tenir compte de la composition de l'endettement

45. Une bonne gestion de l'endettement tient compte de sa composition et de l'attitude des créanciers. On sait que le Club de Paris, qui représente plus de la moitié de la dette congolaise, travaille cas par cas et donne de l'importance au jugement des

créanciers sur chaque pays. Traiter la dette, c'est traiter chaque compartiment de la dette: Club de Paris, Club de Londres, dette postale, dette gagée, assistance publique, fonds arabes, pays ex-socialistes. La dette gagée sur le pétrole était prélevée directement par les compagnies pétrolières, mais cette situation a changé suite aux mises en demeure du FMI, car cette pratique est contraire aux règles qui imposent de ne pas privilégier un créancier. Leur remboursement représenterait 70% des recettes pétrolières.

La classification du Congo en tant que pays à bas revenu et le contenu des Termes de Toronto, de Naples et de Houston

46. La classification du Congo en tant que pays à revenu intermédiaire ou pays à bas revenu a une conséquence directe sur les conditions de l'endettement et du rééchelonnement de la dette congolaise. Selon son classement, il lui est appliqué par le Club de Paris (qui traite la dette publique et privée publiquement garantie), les Termes de Toronto, de Houston ou de Naples. Selon un responsable, être traité en tant que pays à faible revenu présente des avantages, mais aussi quelques inconvénients. L'inconvénient principal est que les prêts concessionnels sont difficiles à obtenir; l'avantage est de bénéficier des conditions concessionnelles d'emprunt et plus favorables de remboursement de la dette.

47. Lors du dernier Club de Paris de 1994, le Congo avait été traité en tant que pays à bas revenu intermédiaire auquel s'appliquait les conditions de Houston.

La Caisse congolaise d'amortissement (CCA)

48. L'ordonnance portant création de la Caisse congolaise d'amortissement du 6/12/71 indique que c'est un établissement public jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie financière chargé de procéder aux opérations d'emprunts publics; d'effectuer le contrôle de l'émission de tous emprunts publics contractés en dehors d'elle; d'assurer la gestion des fonds d'emprunt; d'assurer le service de la dette publique à l'aide des fonds versés par le Trésor de la République populaire du Congo. La caisse peut également se voir confier par certains organismes publics et suivant une convention spéciale, la gestion de leurs disponibilités, toutes opérations garanties par le trésor. La CCA est gérée par un directeur et un caissier sous l'autorité et le contrôle d'un Conseil de gestion présidé par le Ministre des finances, elle finance les plans et programmes à partir emprunts et recettes affectées au budget d'investissement. La Caisse ne peut faire d'avance au Trésor.

49. La CCA est associée aux négociations sur la dette et, au moment de la mission, elle était en pleine préparation de la revue avec le FMI. Cette caisse s'occupe de la dette extérieure qu'elle estime bien maîtriser (même s'il se pose un problème de fiabilité des données macro-économiques). Le Trésor s'occupe de la dette intérieure. La CCA semble souhaiter traiter l'ensemble de la dette. Il existe une bonne collaboration avec les services du Ministre du plan pour le budget d'investissement. Aujourd'hui, sa gestion est informatisée et des logiciels 'maison' sont utilisés.

50. La liaison entre la dette et l'investissement apparaît dans la surveillance du niveau du PIIP par les institutions de Bretton Woods. Ainsi, le dernier PIIP est jugé ambitieux par le FMI et la Banque mondiale car 80% de ses investissements devraient être financés sur financement extérieur. Aussi, il a été opéré une forte réduction des prévisions de 1995 par rapport à 1994. L'endettement empêche donc un niveau suffisant d'investissement. Il est vrai que l'une des raisons de l'explosion de la dette a été la mise en oeuvre d'investissements coûteux dans de mauvaises conditions financières. Dans le passé, l'administration du Ministère du plan avait signalé la non prise en compte de la liaison dette-investissement. Ainsi, en 1992 chaque ministère, jugé sur le résultat, s'était mis à s'endetter pour des projets non étudiés. L'absence ou l'insuffisance d'études fiables reste l'un des grands problèmes. Un solide service d'analyse des investissements serait nécessaire au ministère.

51. La définition de la politique de la dette et sa mise en oeuvre sont assumées à deux niveaux principaux. La politique de la dette est la responsabilité des organismes chargés de la planification et de l'ajustement. La responsabilité du paiement de la dette publique est celle du Ministre du budget. Le remboursement des échéances de cette dette est prévue dans la loi de finances dans le cadre du budget. Le niveau de paiement retenu dépend de l'ensemble des dépenses du budget, du gap retenu avec le FMI. Les priorités de paiement sont liées à des critères d'antériorité et politiques. Pour relancer la machine économique, la priorité est à la dette intérieure.

52. La Direction nationale de la Banque centrale (BEAC) ne gère pas la dette de l'Etat. Elle exécute les ordres de paiement de la dette et ne fait pas de récapitulation précise de leur exécution. Son rôle principal est de vérifier que l'ordre peut être exécuté. Si le compte n'est pas provisionné, il y a rejet. Elle collabore à l'établissement de la balance des paiements.

LA CONVERSION DES DETTES

53. Le Congo n'a pas une grande expérience de la conversion des dettes et envisage d'utiliser davantage les possibilités d'allègement que la conversion offre. Il a déjà été rappelé que les Termes de Toronto et de Houston ouvrent la possibilité de financer des conversions d'une partie de la dette rééchelonnée (dette et développement, dette et privatisation, dette et ONG). D'autres possibilités de financement existent, comme celles offertes par le Fonds français de Libreville.

Le Fonds français de conversion des créances pour le développement

54. Le Fonds français de conversion des créances pour le développement a été créé au Sommet d'Afrique francophone d'octobre 1992 à Libreville au bénéfice de quatre pays à revenu intermédiaire: Cameroun, Congo, Cote d'Ivoire et Gabon. L'objectif du fonds est de procéder à des conversions conditionnelles de dettes liant le désendettement du pays par une annulation partielle de dettes publiques à la réalisation de projets de développement. Cette initiative est considérée par ses promoteurs comme une innovation car elle se situe: dans une optique de long terme (c'est l'encours et pas seulement les échéances qui fait l'objet de l'annulation); dans un cadre strictement bilatéral (l'annulation n'est pas conditionnée par un accord avec le FMI ou le Club de Paris); et dans une logique de conditionnalité (une contrepartie est demandée au pays).

55. Les projets pouvant servir de contrepartie doivent se placer dans une perspective de développement durable, d'aide aux activités productives de base (groupements de producteurs urbains et ruraux, promotion de petites et moyennes entreprises ainsi que de l'artisanat), d'aide au développement local et social (décentralisation, équipements collectifs, santé, éducation et formation, aide humanitaire...), de sauvegarde de l'environnement.

56. Ce mécanisme de conversion du fonds de Libreville n'est pas un instrument de financement supplémentaire. Les projets doivent trouver leur propre financement national ou étranger. Les projets doivent être de taille modeste et répondre aux exigences suivantes: inscription au budget de l'Etat, cohérence avec les priorités sectorielles, effort de maîtrise des charges récurrentes. La détermination du montant annulable se base sur l'évaluation des éléments suivants: effort monétaire et non monétaire de l'Etat bénéficiaire, y compris les manques à gagner. Le secrétariat du fonds est assuré par la Caisse française de développement et les décisions d'annulation sont prises par un comité présidé par la Direction française du trésor. Les modèles de lettres de saines du Fonds comportent les informations suivantes: descriptif du projet,

intérêt du projet en matière de développement, date de démarrage et durée du projet, financement du projet, effort consenti par l'Etat (dépenses d'investissement sur ressources propres, mesures liées au projet, manques à gagner, charges récurrentes, charges financières).

57. Le Congo a peu utilisé les possibilités de ce Fonds. Seules deux requêtes congolaises ont été approuvées: un projet de reconversion du personnel déflaté de la Banque commerciale congolaise dont le coût est de 20 millions FF, l'annulation accordée étant de 20 millions de FF; un projet de réseau de caisses d'épargne et de crédits coopératives, de coût 7 millions FF, l'annulation obtenue étant de 7 millions de FF. Il semble que les responsables concernés estiment que les procédures du Fonds sont complexes ou peu claires et que l'obligation faite à l'Etat de dégager des fonds nouveaux pour obtenir une annulation pose problème car il ne dispose pas de liquidités.

Conversion de dettes et privatisation

58. Il semble que n'ait eu encore lieu aucune conversion de dettes en échanges d'actions dans le secteur privé. Cependant, un texte de loi existe sur la privatisation du secteur public. Les objectifs de la privatisation sont: mettre fin au financement par l'Etat de déficits des entreprises publiques, renflouer les caisses de l'Etat, relancer les investissements. De nouveaux efforts sont en cours pour la privatisation des entreprises publiques des postes et télécommunications, des chemins de fer, du port, des hydrocarbures (HYDROCONGO et CORAF), de l'énergie, de l'eau, des banques etc... Actuellement sont en cours un dépouillement d'offres d'achat avec l'aide de cabinets d'études étrangers et des discussions ont lieu sur cette question avec le FMI.

59. Les raisons des difficultés de la privatisation sont multiples: existence de peu d'entrepreneurs privés nationaux et culture peu répandue d'entreprise privée; insuffisance de capitaux nationaux à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, situation catastrophique des entreprises publiques dont la valeur comptable peut être négative et dont le patrimoine est difficilement défini. Au Congo, en dehors des droits fonciers et miniers, il y a peu de patrimoine. Même, la valeur actualisée des parts de l'Etat dans le pétrole représente peu étant donné la dette gagée sur le pétrole.

60. De la même façon, il n'existe pas encore de projets pour la conversion de dettes avec l'aide d'ONG.

V. LE CAS DU CAMEROUN

LE DEROULEMENT DE LA MISSION AU CAMEROUN

61. Au Cameroun, la mission a eu des séances de travail avec des responsables du Ministère de l'économie et des finances, de la Caisse camerounaise d'amortissement, de la Direction de la coopération économique et technique, de la Direction des programmes et projets, de la Direction du plan, de la Banque centrale des Etats de l'Afrique centrale, ainsi que du MULPOC de Yaoundé, du Centre africain d'études monétaires, de la Caisse française de développement et de la Mission française de coopération.

LA SITUATION ECONOMIQUE AU CAMEROUN

62. Quelques données macro-économiques concernant le Cameroun sont données dans le tableau suivant (Source: Administrations camerounaises et BEEAC):

TABEAU 4: QUELQUES INDICATEURS ECONOMIQUES

	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95
PIB nominal mds FCFA	3174	3172	3447	3820
PIB par habitant en \$	933	960	1017	532
Population en millions	12,1	12,4	12,8	13,1
Taux croissance PIB réel %	-3,2	2,0	-2,2	4,1
Déflateur PIB %	-1,3	-2,0	11,1	21,0
En % PIB				
Investissements	14,1	15,5	15,5	17
Epargne nationale	10,2	10,0	10,2	14
Solde budgétaire (enggmt)	-6,6	-6,5	-8,9	-5
Solde compte courant bal. paie.	-3,9	-5,6	-5,3	-2

63. La situation économique du Cameroun est difficile. Cependant, selon Mr. Justin Ndioro, Ministre des finances (Revue "Finances Infos", avril 1995), grâce à la dévaluation l'économie camerounaise revit, en particulier son agriculture, et ses capacités d'excédent commercial se sont renforcées, d'autant plus que le prix de certaines matières a augmenté (café, cacao, bananes). La situation est plus difficile pour l'industrie. Pour lui, le taux d'inflation a été certes de 48,9 % en une année mais il faut distinguer sur cette question trois périodes: janvier-juin 1994, inflation de 30%; juillet-octobre 1994, inflation de 15% et depuis lors, inflation de seulement quelques points. Pour lui, le monde rural renaît, mais la population urbaine souffre d'une

diminution de son niveau de vie. Pour lui, les difficultés, qui ont amené en juillet 1994 la suspension de l'Accord de confirmation avec le FMI qui ne datait que de mars 1994, sont peu à peu dépassées. Il remarque que les prix sont ont été libéralisés et que la privatisation va s'accélérer. Deux grands problèmes sont la dette extérieure et la dette intérieure. Il souligne l'effort du gouvernement pour redresser les finances publiques, par exemple en imposant de nouvelles taxes à l'exportation. Le journaliste qui l'interviewe a cependant noté avec lui que " au chapitre des perspectives économiques, on n'assiste pas encore à la relance des investissements et que la question de l'emploi reste en suspens". Le Premier ministre note que pour accroître l'investissement public, le Cameroun a besoin davantage de ressources fiscales, que l'investissement privé ne se décrète pas, mais que l'économie a fini de perdre des emplois. Grâce à la dévaluation, le système bancaire a retrouvé sa liquidité mais il n'est pas encore en position de jouer son rôle.

64. D'après le journal, la "Nouvelle Expression" du 11 avril 1995, dans le cadre des efforts d'amélioration de la situation en relation avec les partenaires étrangers, une nouvelle mission du FMI revient fin avril 1995 à Yaoundé pour arriver à des accords sur quatre points: dégraissage de la fonction publique (25 à 30.000 fonctionnaires sur 170.000), renforcement du contrôle douanier (généralisation du travail de la Société française générale de surveillance en particulier pour surveiller les ressources forestières), titrisation de la dette intérieure. Cette mission revient en particulier car un audit a été accepté pour la Société nationale d'hydrocarbures. Un projet de lettre d'intention aurait été déjà remis par les autorités.

65. Des rapports de l'Administration camerounaise notent une évolution encourageante des finances publiques, en particulier en raison de "l'extension de la TCA aux entreprises publiques; de l'adaptation de la taxation sur les grumes à l'exportation sur la base la valeur FOB à un taux de 25%; du relèvement du taux normal de la TCA de 12,5 % à 15%; de la suppression des exonérations exceptionnelles accordées aux importations de produits de première nécessité (riz, farine, sucres et huiles végétales); et de la taxation à un taux de 15% des exportations de principaux produits de base. Le principal point sombre est la faible mobilisation de ressources extérieures pour faire face au besoin de financement de l'Etat: seulement un taux de réalisation de 20% d'où des impayés supplémentaires de dette extérieure de 73,5 md FCFA.

LA SEVERITE DE L'ENDETTEMENT

66. La sévérité de l'endettement camerounais apparaît à travers les tableaux suivants:

TABLEAU 5: CAMEROUN, RATIOS SUR LA DETTE EXTERIEURE

	1970	1980	1986	1990	1992	1993	1994p	1995p
En millions de dollars								
Total debt stock EDT	2513	3730	5982	6530	6601			
Interest payments INT	149	229	213	181	176			
Total debt service paid TDS	280	659	446	368	444			
Total debt service due			777	1070	797			
En %								
EDT/XGS	137	129	275	308	324			
EDT/GNP	36,8	36,5	57,4	67,2	71,8			
TDS/XGS	15,2	22,7	20,5	17,4	20,8			
Concessional/EDT	33,9	31,8	28,3	33,2	34,1			

Source: Word Debt Tables, 1994-95

TABLEAU 6: CAMEROUN, RATIOS SUR LA DETTE EXTERIEURE

	1991/92	1992/93	1993/94p	1994/95 p
Encours dette extérieure FCFA				4237 dec94
Encours dette extérieure \$				
Service prévu dette ext/exportations	47,5	53,1	50,9	52
Réserves extérieures mois importations	0,6	0,5	0,2	0
dette extérieure/pib	65,1	79,3	142,3	117,3
Service dette extérieure md FCFA	250,5	276,8	412,9	586
Service dette intérieure md FCFA	79,7	42,7	292,7	218,7
Besoin de financ.brut op fin état md FCFA	571,8	140,1	1077,0	825,3

Source: Administration camerounaises

67. Beaucoup de responsables rencontrés estiment que la dévaluation n'a pas été bonne pour la dette extérieure. Des difficultés sont plus grandes malgré les mesures d'accompagnement de la dévaluation. La dette est plus élevée et les recettes ne le sont pas encore. Les rééchelonnements ont permis de souffler grâce à une baisse des décaissements. Le passage de la catégorie pays à revenu intermédiaire à celle à bas revenu a permis l'obtention de conditions plus avantageuses de rééchelonnement et d'emprunt. Mais moins de ressources d'emprunt sont disponibles car les ressources IDA sont limitées et le Cameroun n'a pas accès aux marchés financiers depuis longtemps. Le Cameroun a pu utiliser la facilité de 5e dimension de la Banque mondiale pour payer les intérêts de la dette non garantie.

68. Actuellement, on constate de nouveau une accumulation d'arriérés de paiement de la dette extérieure, surtout pour ce qui est des prêts post-date butoir qui ne sont pas rééchelonnés. Après le Club de Paris de la mi-1994, 14 pays ont signé avec le Cameroun les accords attendus sauf l'Italie et la Grande-Bretagne. La dette

post date butoir représente environ 13% de la dette. En 1994, les intérêts de la dette s'élèvent à 248 md FCFA. Dans le domaine des paiements extérieurs, le déficit des paiements courants pourrait être de 107 md FCFA, le déficit de la balance de paiements étant de 95 md FCFA.

LA GESTION DE LA DETTE

69. La Caisse autonome d'amortissement (CAA), créée en 1985 mais ayant démarré en janvier 1990, est chargée de la gestion des emprunts extérieurs du pays. Elle compte 4 divisions: ressources (conventions) ; remboursement et trésorerie (prévisions de dette et remboursement) ; dette intérieure (yc dette extérieure avalisée) ; décaissement. C'est le Ministre chargé des Finances qui signe les conventions, la CAA mobilisant l'argent et remboursant la dette. Les fonds de remboursement viennent du Trésor à partir de la ligne budgétaire prévue dans la Loi de finances et qui permet de provisionner les divers comptes de la CAA.

70. La CAA ne suit pas de près toutes les catégories de la dette intérieure, sauf pour celle relative au BTP. Cette dette se monte à 1200 milliards de FCFA (salaires des fonctionnaires, fournisseurs, dette BEAC en particulier financement des crédits de campagne...). Elle rassemble et centralise l'information auprès des autres institutions telles que CNPS, SONARA, la Caisse d'épargne etc... La conversion de dettes peut transformer dette extérieure en dette intérieure et réciproquement.

71. La CAA tient une comptabilité précise de la dette extérieure. Elle est au courant des différentes facilités offertes par les bailleurs de fonds mais n'a pas encore les précisions nécessaires sur les Termes de Naples et sur les conditions offertes aux autres pays de la région. Pour cela, elle utilise l'informatique. Après avoir mis au point un logiciel maison, elle met en place le logiciel proposé par le Commonwealth, tout en voulant aussi utiliser celui du CNUCED. 800 prêts sont ainsi suivis.

La Relation dette-investissement

72. La Direction des projets et programmes (DPP) élabore le Programme prioritaire d'investissements (PIP) tandis que la Direction de la coopération économique et technique (DCET) est chargée d'obtenir les financements pour ces projets. Une partie essentielle de ces financements est d'origine extérieure, donc accroît la dette extérieure ou intérieure, dont la politique était auparavant décrite à travers les documents de planification (le dernier date de 1986-91). Maintenant, c'est la Loi de finances qui fixe le plafond de l'endettement. Aujourd'hui, un rôle central

dans la politique de la dette est joué par le Comité de suivi des programmes d'ajustement qui en rassemble les éléments principaux.

73. La Direction des projets et programmes (DPP) est la Direction qui élabore le Programme d'investissement prioritaires (PIP), soit environ 500 projets de différents secteurs: infrastructure, social, économique, administratif, oeuvres privées... Au départ, le schéma directeur trace la politique générale et les politiques sectorielles. Ensuite, l'élaboration du PIP d'horizon quatre ans prévoit les projets prioritaires tout en prenant en considération les charges récurrentes; le processus aboutit au budget consolidé dont la première année est inscrite dans la Loi de finances. Actuellement, il n'y a pas beaucoup d'idées de projets. La base de données informatiques fonctionne assez mal et sa fiche de projet est trop compliquée. Un cercle vicieux: pour inscription au PIP, il faut disposer d'un financement, et pour obtenir un financement il faut arguer d'une inscription au PIP. Le secteur privé n'est pas soumis aux plafonds du PIP fixes par le FMI et la BIRD. En 1994, sur un budget global de 540 md FCFA, le budget d'investissement de la loi de finances comporte des opérations d'investissement (54 md FCFA), de remboursement de la dette (125 md FCFA), et de participation et de réhabilitation (5 md FCFA). La DPP ne semble pas s'occuper de l'impact des projets sur la dette intérieure et extérieure. Elle n'intervient pas dans la privatisation sauf pour l'octroi de crédits de réhabilitation, de restructuration, de participation, d'incitation au désengagement de l'Etat.

74. La Direction de la coopération économique et technique (DCET) du Ministère des finances et de l'économie (qui a absorbé le Ministère de la planification depuis juillet 1994) travaille en liaison avec les autres directions du Ministère: Trésor, prévision, budget, solde, contrôle, économie et finances extérieures, douanes, impôts. La DCET recherche des financements pour les projets d'investissement et les met en place, sur la base d'une connaissance des domaines d'intérêt de chaque bailleurs de fonds. L'APD est utilisée pour les projets sociaux. Une fois les accords et décrets signés par le Ministre des finances, ceux-ci sont transmis pour exécution à la CAA pour faire l'appel de fonds, pour assurer le paiement des factures et le remboursement des emprunts. La DCET constate que, avant la crise économique, la discipline des ministères techniques était plus grande dans leur relation avec les bailleurs de fonds, car l'essentiel de l'argent venait de l'Etat; le rôle des bailleurs de fonds est plus important depuis les années 86-87. La DCET note des conditionalités complexes et contradictoires des différents fonds et bailleurs de fonds. Selon certains, la dette extérieure du passé a été due en partie aux pressions de certains bailleurs de fonds. Pour la privatisation, la DCET intervient pour la réhabilitation des entreprises publiques et pour des avis sur l'insertion du privé dans les politiques

sectorielles. Un vide juridique semble exister pour les investissements des ONG.

La Dette intérieure

75. Au 31 décembre 1994, la dette intérieure s'élève en millions FCFA à 1.223.450 (Source: CAA). Elle se répartit entre dette conventionnelle et dette non conventionnelle. La dette conventionnelle est 629.360, dont liée à l'investissement: 212.100; moratorisée btp: 86.200 (entreprises françaises: 50.700 autres entreprises: 35.500); autres dettes conventionnelles: 331.060. La dette non conventionnelle est de 594.090, dont dette consolidée BEAC: 205.470; dette bancaire: 63.120; bons équipement SNI: 61.270; CSPH/STABE: 1.200.

76. Le Premier ministre confirme que la dette intérieure est de 1200 md FCFA avec ses différentes composantes : système financier qui en représente l'essentiel, organismes publics tels que CNPS et Crédit foncier et compagnie d'assurance, personnels de l'Etat, charges locatives, indemnisation, dette commerciale due aux entreprises btp la plupart étrangères et dette commerciale intérieure. Il se pose un problème d'évaluation précise de la dette intérieure dont 20% serait fictive, avec quelquefois 50% de surestimation par certains opérateurs, mais aussi de dette croisée car ces entreprises créancières doivent par ailleurs de l'argent à l'Etat. Il se pose également le problème de la restauration de la crédibilité de l'Etat auprès des opérateurs économiques. Pour traiter cette dette, les moyens suivants seront utilisés: titrisation, compensation de créances, paiement cash. Pour titriser cette dette, un décret récent porte émission d'effets publics négociables et prévoit trois types d'effets publics négociables: les obligations à coupons zéro pour les créanciers non financiers, les obligations du trésor pour les créanciers financiers, les bons du trésor pour faire appel à l'épargne. Les deux premières catégories permettent de consolider la dette de l'Etat vis-à-vis des créanciers tout en leur donnant la possibilité de refinancement auprès des sources plus liquides. Pour les obligations à coupon zéro, les intérêts seront capitalisés et payés en une fois à maturité du titre en même temps que le capital. Pour les obligations du Trésor, les intérêts seront payés semestriellement. Les bons du Trésor et effets à court terme seront émis par l'Etat pour payer les intérêts des obligations et assurer les remboursements nécessaires des obligations. Ils seront rémunérés au taux du marché majoré de 1/8%. Ces effets permettront donc aux banques et aux entreprises d'améliorer leur liquidité. Dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, la France paye une partie de la dette intérieure.

LA CONVERSION DES DETTES

77. La titrisation de la dette intérieure est une conversion de dettes. Le procédé de la conversion de dette est aussi recherché pour la dette extérieure. Comme au Congo, le Fonds de Libreville s'est avéré difficile à utiliser et a déçu les autorités. Ce Fonds n'apporte pas d'argent frais et est débloqué en plusieurs fois et implique une inscription au budget de l'Etat. D'après la CFD, 12 md FCFA de dettes du Cameroun ont été annulés, 80 md étant annulés au niveau des quatre pays concernés. Les services techniques signalent avoir proposé pour 30 md de francs cfa de projets mais n'avoir obtenu qu'une dizaine de md de réduction de dette. La France ne permet que les domaines qui l'intéressent. Pourtant des séminaires de formation avaient été organisés. Les techniciens demandent un assouplissement des conditions, une évaluation plus complète des impacts des actions, l'extension des domaines. En général, les projets refusés sont poursuivis. Pourquoi des entreprises publiques, telles que la SONEI, n'y ont pas accès ? Car elles ont des actions liées à l'environnement ou des actions sociales. Par exemple, la Société nationale de coton s'occupe d'école, de santé. Le problème est aussi celui de l'évaluation de l'effort de l'Etat, en y incluant les prêts obtenus pour le projet retenu. Le Fonds de Libreville est gêné par le manque de liquidité des Etats et le manque de clarté des procédures, qui s'ajoutent aux conditionalités complexes et contradictoires des différents fonds et bailleurs de fonds. Un séminaire sur la conversion des dettes pourrait être organisé en Afrique centrale afin de progresser sur ces domaines.

78. La conversion est aussi liée à la privatisation. Pour le Premier Ministre, les textes sur la privatisation sont clairs (Ordonnance de 1990 et Décret de juillet 1994 pour 15 entreprises). Actuellement, 15 à 30 entreprises publiques sont privatisables. Mais le Cameroun n'est qu'au début de la privatisation et rencontre des difficultés dans sa mise en oeuvre qui pose aussi des problèmes politiques (la presse parle de l'urgence de la mise en place et du bon fonctionnement de comités de surveillance), de partage du pouvoir économique et d'équilibre régional (la presse parle de risques d'"ethnocapitalisme"). Les étrangers notent beaucoup de réserves des camerounais pour la privatisation. Une banque allemande a vendu des créances avec décotes à des camerounais, mais ces partenaires non-identifiés clairement ont des difficultés à en bénéficier, d'autant plus que le taux de décote proposé prête à polémique. Mais les propositions de conversion ou d'achat d'actifs d'entreprises privatisables se multiplient: une ONG américaine en liaison avec Le Révérend Sullivan vient de faire des propositions ainsi que la Caisse anglaise de coopération. La titrisation de la dette intérieure peut faciliter le rachat d'entreprises publiques.

79. Mais pour la conversion de dettes, l'Etat a besoin de liquidités qu'il n'a pas, car il ne peut émettre de la monnaie BEAC et est obligé de payer en une fois, ce qui lui est difficile. De plus, quels projets choisir ? Des camerounais à l'extérieur ou à l'intérieur ont des capacités et des moyens. Comment les intéresser, en particulier par l'initiative DENI ? Une question importante est celle de la confiance dans le développement économique du pays.

V. PREMIERES CONCLUSIONS

80. Il apparaît que les pays de l'Afrique centrale, en particulier le Congo et le Cameroun, sont lourdement endettés; que cet endettement extérieur gêne considérablement ou empêche le développement de ces pays; et que la plupart de ces pays ne peuvent faire face aux charges de leur dette. Ils connaissent, outre cet endettement extérieur, un lourd endettement intérieur dont le traitement est en partie lié à celui de la dette extérieure.

81. Les pays de la sous-région, comme ceux du reste de l'Afrique, souhaitent un traitement politique et global de la dette. Son annulation est leur solution préférée pour des raisons historiques, politiques et économiques. Les pays développés refusent cette approche et proposent un traitement technique pays par pays.

82. Les pays africains de la sous-région, pour tenir compte des rapports de force au niveau international, doivent défendre aussi bien des solutions politiques que techniques du problème de la dette. Ils doivent d'abord renforcer leur économie par les réformes nécessaires leur permettant d'être des partenaires crédibles. Ils doivent proposer des solutions politiques réalistes, y compris celles qui aboutiraient à un fonctionnement plus équitable du système économique et financier international. Ces solutions politiques doivent s'appuyer sur une bonne maîtrise technique de la politique et de la gestion de la dette et des relations commerciales et financières internationales.

83. La maîtrise technique suppose un traitement différencié des catégories de dettes (bilatérale, multilatérale et commerciale) et des créiteurs. Quand l'annulation de la dette n'est pas acceptée, il faut demander sa réduction maximum en tenant compte des contraintes et politiques des créiteurs. Dans le cas du Congo et du Cameroun, la maîtrise technique suppose aussi que tous les avantages soient tirés du passage à la catégorie PMA, du Fonds français de Libreville pour la conversion de la dette, des possibilités d'échange de dettes contre actifs ou contre nature et développement.

84. La coordination des efforts des pays de l'Afrique centrale peut leur permettre de faire avancer ensemble les solutions politiques possibles ainsi qu'une meilleure connaissance des traitements techniques de la dette.

85. Ces conclusions seront détaillées suite aux autres missions prévues. Elles tiendront compte aussi des résultats des contacts à prendre, directement si possible, avec le Club de Paris sur les nouvelles conditions offertes aux pays les moins développés, sur le devenir du Fonds de Libreville et, de façon générale, sur les questions les plus importantes de la dette des pays d'Afrique centrale.

ANNEXE I

TABLEAUX

CENTRAL AFRICA - DEBT STOCK BY DEBTOR

Indicator/Country	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993(E)
Private Nonguaranteed	382.2	505.9	520.7	427.7	378.8	230.7	237.1	303.4	305.7
BURUNDI	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CAMEROON	381.1	504.9	519.8	426.8	377.8	229.9	227.1	294.7	296.0
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	1.1	1.0	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
CHAD	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	9.2	7.9	8.9
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
EQUATORIAL GUINEA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
GABON	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
RWANDA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
SAO TOME PRINCIPE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
ZAIRE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
IMF Credit	833.1	1025.5	1172.7	1151.7	997.8	908.9	859.0	751.0	710.9
BURUNDI	14.5	22.1	20.5	32.5	40.1	42.6	48.9	62.4	63.5
CAMEROON	27.4	22.2	16.1	100.4	113.2	121.1	120.6	62.8	36.4
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	39.0	41.8	51.9	50.3	35.3	36.7	33.3	30.4	28.5
CHAD	12.0	10.9	19.8	16.5	23.6	30.5	30.6	29.5	28.9
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	9.9	19.8	19.2	15.3	11.5	10.8	5.7	5.5	5.8
EQUATORIAL GUINEA	12.8	11.0	11.5	14.3	8.8	5.8	13.2	12.6	16.7
GABON	0.0	33.5	60.3	132.8	134.9	140.1	120.6	80.5	58.9
RWANDA	10.0	8.8	6.9	3.7	0.9	0.1	12.5	12.0	12.2
SAO TOME PRINCIPE	0.0	0.0	0.0	0.0	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
ZAIRE	807.5	855.8	966.5	785.9	628.4	521.1	472.5	454.2	456.1
Short Term Debt	1979.5	2502.3	2774.5	2755.0	2724.2	3202.2	3812.6	4096.7	4784.9
BURUNDI	31.8	24.1	37.3	12.6	16.5	13.4	13.4	13.1	13.3
CAMEROON	528.7	783.6	722.3	765.5	548.4	886.4	903.0	732.4	931.0
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	18.2	28.5	29.2	37.3	37.0	40.3	47.7	62.7	71.8
CHAD	20.1	30.8	37.9	37.3	27.6	28.7	37.3	32.7	40.1
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	679.1	701.4	901.3	594.6	767.4	708.1	780.6	867.8	980.0
EQUATORIAL GUINEA	6.8	8.1	11.1	11.9	14.8	26.0	25.2	28.2	42.9
GABON	262.0	479.2	406.1	411.4	605.0	691.9	876.0	720.7	733.7
RWANDA	27.0	27.1	39.3	41.5	44.5	48.3	51.9	57.0	58.4
SAO TOME PRINCIPE	0.8	2.1	6.5	8.3	20.1	16.1	16.4	19.9	22.9
ZAIRE	405.4	417.4	583.5	834.6	644.9	743.0	1081.1	1582.2	1870.8
Multilateral	2441.8	3169.5	4277.4	4647.8	5174.5	6149.7	6819.8	6988.7	7132.6
BURUNDI	246.6	337.5	468.4	517.7	567.1	660.2	719.3	762.8	833.8
CAMEROON	680.9	866.0	1088.2	1040.9	1108.0	1283.1	1416.8	1429.8	1450.0
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	121.3	177.1	248.2	287.1	333.1	452.8	498.2	510.6	535.0
CHAD	89.4	111.3	139.4	173.9	231.8	319.9	387.3	495.9	555.9
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	329.1	384.6	496.5	551.7	535.1	566.4	567.2	535.9	525.8
EQUATORIAL GUINEA	14.4	21.9	38.6	48.9	58.7	66.6	70.4	71.3	75.4
GABON	93.8	123.5	164.0	163.1	231.2	309.5	340.7	348.7	322.7
RWANDA	232.2	297.6	390.7	436.2	478.2	542.2	612.6	646.5	652.0
SAO TOME PRINCIPE	21.5	24.0	31.8	42.1	56.9	74.8	91.7	107.1	117.1
ZAIRE	602.7	626.0	1211.6	1388.2	1576.6	1874.2	2115.6	2080.1	2084.9
Bilateral	5723.3	7245.2	9612.4	9530.8	11418.7	14152.1	14502.9	14713.6	14677.8
BURUNDI	135.6	160.9	220.4	218.8	251.4	181.8	175.6	180.4	182.8
CAMEROON	879.6	1044.1	1176.4	1176.0	1881.4	2473.9	2543.7	3166.5	3239.2
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	142.0	193.5	268.9	278.1	294.6	214.4	269.8	275.8	283.0
CHAD	40.6	55.3	84.8	95.2	85.3	117.1	146.2	155.8	159.5
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	608.8	998.7	1468.3	1471.1	1518.4	2532.2	2690.2	2603.7	2563.1
EQUATORIAL GUINEA	82.3	99.7	113.5	119.7	130.5	124.1	126.7	118.2	116.1
GABON	246.3	327.1	958.2	1253.8	1605.2	2118.4	2172.2	2033.7	2024.5
RWANDA	85.9	109.6	157.9	165.6	115.7	142.0	153.5	156.3	168.0
SAO TOME PRINCIPE	34.8	51.0	57.6	57.1	56.3	59.2	60.6	60.4	60.0
ZAIRE	3467.4	4205.3	5106.4	4695.4	5479.9	6189.0	6194.4	5963.0	5881.6
Total Private	3438.9	3846.2	3957.1	3989.2	3893.4	3758.3	3500.0	3125.1	2986.6
BURUNDI	26.8	25.8	22.8	19.1	13.7	9.4	6.4	4.1	3.6
CAMEROON	432.0	482.5	506.9	710.5	765.5	995.7	1065.1	866.2	855.6
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	25.0	24.6	25.4	23.6	21.7	21.3	21.2	20.8	20.8
CHAD	29.6	33.8	42.7	39.4	8.3	8.6	8.0	7.3	6.9
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	1400.6	1387.7	1410.5	1452.4	1424.7	1104.9	838.9	738.0	649.3
EQUATORIAL GUINEA	16.1	17.9	21.1	17.9	15.8	17.8	17.4	16.0	15.7
GABON	603.7	977.3	1025.5	870.7	759.7	707.1	667.2	615.8	593.1
RWANDA	11.7	9.3	11.3	7.4	5.0	3.7	2.6	1.5	0.5
SAO TOME PRINCIPE	5.7	1.7	1.7	1.7	1.3	1.2	1.2	1.2	1.2
ZAIRE	887.7	885.8	887.2	846.5	877.7	888.6	872.0	852.2	839.9
Total Debt	14898.9	18294.6	22314.8	22502.2	24587.2	28402.9	29731.4	29978.5	30578.5
BURUNDI	455.1	570.4	769.4	800.7	888.8	907.4	963.6	1022.8	1097.0
CAMEROON	2939.7	3703.3	4031.7	4220.1	4790.3	5990.1	6276.3	6554.4	6808.2
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	346.6	466.5	624.5	677.3	722.5	766.3	871.0	901.1	939.9
CHAD	191.7	241.9	324.6	362.3	376.4	504.8	618.6	728.9	800.2
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	3027.5	3492.0	4295.8	4085.1	4257.1	4922.4	4832.6	4750.9	4723.6
EQUATORIAL GUINEA	132.2	158.6	195.8	210.7	228.6	240.3	252.9	246.3	266.8
GABON	1205.8	1940.6	2614.1	2831.8	3336.0	3967.0	4176.7	3799.4	3732.9
RWANDA	366.8	452.2	606.1	654.4	644.3	736.3	833.1	873.3	891.1
SAO TOME PRINCIPE	62.8	78.8	97.6	109.2	135.7	152.4	171.0	189.7	202.3
ZAIRE	6170.7	7190.3	8755.2	8550.6	9207.5	10215.9	10735.6	10911.7	11116.3

Source: UNECA on the basis of World Bank data.

CENTRAL AFRICA - DISTRIBUTION OF CONCESSIONAL DEBT

Indicator/Country	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993(E)
US\$ millions									
Multilateral Concessional	1634.9	2049.3	2728.9	3022.4	3406.1	4005.4	4347.5	4483.3	4649.7
BURUNDI	214.2	297.8	417.1	486.2	518.1	611.5	674.9	724.7	800.4
CAMEROON	326.8	344.5	365.1	355.0	361.4	366.5	364.0	352.1	352.1
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	113.4	159.5	223.4	262.8	310.6	428.1	472.6	487.9	514.0
CHAD	88.2	109.2	136.3	171.3	228.6	312.7	380.7	419.0	480.4
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	119.8	134.7	150.5	146.1	155.7	168.1	170.1	163.0	150.1
EQUATORIAL GUINEA	8.4	15.1	31.4	39.0	50.6	57.5	62.5	65.2	67.3
GABON	22.0	27.5	34.0	29.2	28.8	34.5	32.3	28.6	20.3
RWANDA	230.5	295.9	389.0	434.9	477.1	541.1	612.1	648.2	652.0
SAO TOME PRINCIPE	21.5	24.0	30.8	41.0	55.8	73.5	90.4	105.8	116.5
ZAIRE	490.1	641.1	951.3	1075.9	1219.2	1411.9	1487.9	1490.8	1496.6
Bilateral Concessional	2432.6	2901.8	3564.8	3434.1	4089.1	5269.6	5697.4	6204.0	6127.2
BURUNDI	130.7	156.8	217.2	217.1	249.9	181.8	175.8	180.4	187.3
CAMEROON	607.8	705.2	732.4	711.5	869.6	1062.1	1143.4	1725.9	1801.6
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	72.8	107.2	173.2	198.3	225.1	148.3	204.6	213.7	220.7
CHAD	20.3	33.8	60.1	72.4	52.0	73.9	99.6	111.1	115.4
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	476.1	567.2	739.4	767.2	793.3	1476.6	1637.5	1601.9	1592.1
EQUATORIAL GUINEA	35.6	44.8	56.5	65.1	76.3	65.5	68.2	64.3	67.5
GABON	109.8	156.6	241.2	256.2	277.1	392.3	458.8	418.4	405.2
RWANDA	85.8	109.8	157.9	165.6	115.7	141.3	152.7	155.6	165.0
SAO TOME PRINCIPE	22.0	28.0	35.5	35.4	35.2	38.6	40.3	40.5	40.3
ZAIRE	871.7	992.6	1151.4	945.3	1394.9	1689.2	1716.7	1692.2	1532.1
Percentage of Total Debt									
Multilateral Concessional	11.0	11.2	12.2	13.4	13.9	14.1	14.6	15.0	15.2
BURUNDI	47.1	52.2	54.2	58.2	58.3	67.4	70.0	70.9	73.0
CAMEROON	11.1	9.3	9.1	8.4	7.5	6.1	5.8	5.4	5.2
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	32.7	34.2	35.8	38.8	43.0	55.9	54.3	54.1	54.7
CHAD	48.0	45.1	42.0	47.3	60.7	61.9	61.5	57.5	60.0
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	4.0	3.9	3.5	3.6	3.7	3.4	3.5	3.4	3.2
EQUATORIAL GUINEA	6.4	9.5	16.0	18.5	22.2	23.9	24.7	26.5	25.2
GABON	1.8	1.4	1.3	1.0	0.9	0.9	0.8	0.8	0.5
RWANDA	62.8	65.4	64.2	66.5	74.0	73.5	73.5	74.0	73.2
SAO TOME PRINCIPE	34.2	30.5	31.6	37.5	41.1	48.2	52.9	55.8	57.6
ZAIRE	7.9	8.9	10.9	12.6	13.2	13.8	13.9	13.7	13.5
Bilateral Concessional	16.3	15.9	16.0	15.3	16.6	18.6	19.2	20.7	20.0
BURUNDI	28.7	27.5	28.2	27.1	28.1	20.0	18.2	17.6	17.1
CAMEROON	20.7	19.0	18.2	16.9	18.2	17.7	18.2	26.3	26.5
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	21.0	23.0	27.7	29.3	31.2	19.4	23.5	23.7	23.5
CHAD	10.6	14.0	18.5	20.0	13.8	14.6	16.1	15.2	14.4
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	15.7	16.2	17.2	18.8	18.6	30.0	33.9	33.7	33.7
EQUATORIAL GUINEA	26.9	28.2	28.9	30.9	33.4	27.3	27.0	26.1	25.3
GABON	9.1	8.1	9.2	9.0	8.3	9.9	11.0	11.0	10.9
RWANDA	23.4	24.2	26.1	25.3	18.0	19.2	18.3	17.8	18.5
SAO TOME PRINCIPE	35.0	35.5	36.4	32.4	25.9	25.3	23.6	21.3	19.9
ZAIRE	14.1	13.8	13.2	11.1	15.1	16.5	16.0	15.5	13.8

Source: UNECA on the basis of World Bank data.

(E) Estimates for 1993.

CENTRAL AFRICA - EXTERNAL DEBT STOCK STRUCTURE

Indicator/Year	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993(E)
US\$ millions									
Private Nonguaranteed	382	506	521	428	379	231	237	303	306
IMF Credit	933	1026	1173	1152	998	910	859	751	711
Short Term Debt	1980	2502	2775	2755	2724	3202	3813	4097	4765
Multilateral	2442	3170	4277	4648	5175	6150	6820	6989	7133
Multilateral Concessional	1635	2049	2729	3022	3406	4005	4348	4483	4650
Bilaterals	5723	7245	9812	9531	11419	14152	14503	14714	14678
Bilateral Concessional	2433	2902	3585	3434	4089	5270	5697	6204	6127
Total Private	3439	3846	3957	3989	3893	3758	3500	3125	2987
Total Debt	14699	18295	22315	22502	24587	28403	29731	29979	30579
Percentage of Total									
Private Nonguaranteed	3	3	2	2	2	1	1	1	1
IMF Credit	6	6	5	5	4	3	3	3	2
Short Term Debt	13	14	12	12	11	11	13	14	16
Multilateral	16	17	19	21	21	22	23	23	23
Multilateral Concessional	11	11	12	13	14	14	15	15	15
Bilaterals	38	40	43	42	46	50	49	49	48
Bilateral Concessional	16	16	16	15	17	19	19	21	20
Total Private	23	21	18	18	16	13	12	10	10
Total Debt	100	100	100	100	100	100	100	100	100

SOURCE: UNECA on the basis of World Bank data.

(E) Estimates for 1993.

CENTRAL AFRICA - DISTRIBUTION OF CONCESSIONAL DEBT SERVICE PAYMENTS, BY DEBTOR

Indicator/Country	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993(E)
US\$ millions									
Multilateral Concessional	39.9	39.1	49.4	51.6	56.4	66.0	71.2	74.6	65.9
BURUNDI	5.5	5.0	7.3	7.5	9.6	10.9	12.7	14.1	19.5
CAMEROON	9.2	11.2	11.2	12.0	10.7	15.8	17.5	17.4	11.7
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	1.6	2.0	2.6	2.8	3.6	4.6	5.0	5.1	7.4
CHAD	5.7	3.4	2.4	2.5	3.9	4.1	5.3	5.5	5.0
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	3.2	2.0	1.3	2.6	1.9	3.3	0.3	0.2	0.1
EQUATORIAL GUINEA	0.3	0.5	0.6	0.6	0.2	0.8	1.2	0.7	0.0
GABON	1.0	1.9	1.8	2.7	2.4	2.6	3.1	2.2	0.2
RWANDA	4.2	4.8	6.7	6.4	10.1	8.9	9.7	10.9	11.8
SAO TOME PRINCIPE	0.4	0.1	2.0	1.1	0.7	0.7	1.1	1.6	1.2
ZAIRE	8.8	8.2	13.5	13.4	13.3	14.3	15.3	16.9	9.0
Bilateral Concessional	69.6	75.9	92.5	78.0	50.9	83.5	80.7	86.8	60.9
BURUNDI	6.3	9.3	11.6	15.4	13.3	10.0	12.8	9.6	12.6
CAMEROON	28.5	42.4	43.2	23.0	6.2	37.0	32.0	20.9	20.0
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	1.6	2.8	5.1	4.5	1.8	4.0	0.6	5.5	3.5
CHAD	0.1	0.2	1.6	1.8	0.0	0.8	1.3	1.3	0.9
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	17.9	1.2	1.9	10.0	7.0	12.8	7.2	0.4	0.3
EQUATORIAL GUINEA	0.0	0.0	0.4	0.2	0.0	0.1	0.2	0.1	0.0
GABON	7.4	5.1	3.6	4.8	3.9	1.7	14.1	41.2	15.1
RWANDA	3.3	4.5	6.9	7.0	7.9	4.4	7.9	6.1	6.5
SAO TOME PRINCIPE	0.4	0.2	0.0	0.4	0.1	0.1	0.1	1.3	1.8
ZAIRE	4.1	10.2	18.2	10.9	10.7	12.6	4.5	0.4	0.2
Percentages of Total Debt Serv									
Multilateral Concessional	2.1	2.2	2.8	3.0	3.6	4.0	5.3	6.7	7.2
BURUNDI	20.8	14.2	15.6	16.2	22.4	25.7	32.3	35.8	50.3
CAMEROON	1.4	1.7	1.7	1.8	2.9	3.1	3.8	5.0	3.2
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	6.1	7.1	9.3	10.8	11.9	16.3	33.3	29.1	53.2
CHAD	32.6	44.7	32.4	28.1	33.1	33.6	49.1	41.4	42.0
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	0.8	0.5	0.3	0.6	0.6	0.6	0.1	0.1	0.1
EQUATORIAL GUINEA	2.9	7.6	5.2	11.8	3.4	16.0	30.0	22.6	0.0
GABON	0.4	0.9	1.9	2.0	1.7	1.5	1.0	0.5	0.1
RWANDA	23.2	24.2	28.2	28.2	34.8	41.2	38.2	44.7	50.2
SAO TOME PRINCIPE	14.8	7.7	62.5	45.8	14.3	24.1	57.9	43.2	30.8
ZAIRE	1.8	1.8	2.9	3.4	2.2	4.1	8.6	21.2	14.1
Bilateral Concessional	3.6	4.2	5.2	4.6	3.2	5.0	6.0	7.8	6.7
BURUNDI	23.9	26.5	24.7	33.2	31.0	23.6	32.6	24.4	32.5
CAMEROON	4.4	6.4	6.7	3.5	1.7	7.4	6.9	6.0	5.6
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	6.1	9.9	18.2	17.4	6.0	14.1	4.0	31.4	25.2
CHAD	0.6	2.6	21.6	20.2	0.0	6.6	12.0	9.8	7.6
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	4.2	0.3	0.4	2.4	2.1	2.4	2.5	0.3	0.2
EQUATORIAL GUINEA	0.0	0.0	3.4	3.9	0.0	2.0	5.0	3.2	0.0
GABON	3.0	2.5	3.7	3.6	2.7	1.0	4.6	9.6	5.8
RWANDA	18.2	22.7	29.0	30.8	27.2	20.4	31.1	25.0	27.7
SAO TOME PRINCIPE	14.8	15.4	0.0	16.7	2.0	3.4	5.3	35.1	46.2
ZAIRE	0.8	2.2	3.9	2.8	1.8	3.6	2.5	0.5	0.3

Source: UNECA on the basis of World Bank data.

(E) Estimates for 1993.

CENTRAL AFRICA - DISTRIBUTION OF DEBT SERVICE PAYMENTS, BY DEBTOR
(Percentage of Total Debt Service)

Indicator/Country	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993(E)
Private Nonguaranteed	19.0	17.2	13.5	18.7	10.7	8.8	7.8	8.8	9.4
BURUNDI	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CAMEROON	58.4	48.9	37.0	49.1	45.6	29.2	22.3	27.7	23.6
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	0.4	0.7	0.4	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0
CHAD	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	13.5	4.2
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
EQUATORIAL GUINEA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
GABON	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
RWANDA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
SAO TOME PRINCEPE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
ZAIRE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
IMF Repurchases & Charges	11.2	12.8	15.8	13.0	28.2	15.5	9.7	10.9	8.0
BURUNDI	12.5	12.5	10.4	9.5	6.8	2.4	1.0	6.9	0.8
CAMEROON	0.9	1.2	1.4	1.4	3.4	2.5	4.8	17.8	8.4
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	51.3	40.1	30.4	48.6	50.7	38.9	27.3	11.4	7.2
CHAD	28.6	38.2	27.0	32.6	43.2	32.0	1.9	1.5	15.1
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	0.5	0.8	0.9	0.9	1.3	1.5	1.9	0.3	0.8
EQUATORIAL GUINEA	72.8	56.1	14.7	39.2	93.2	76.0	17.5	3.2	0.0
GABON	0.0	0.0	1.9	2.9	6.2	15.6	11.8	10.5	10.9
RWANDA	9.4	12.6	11.8	12.8	9.3	3.7	0.4	0.4	0.0
SAO TOME PRINCEPE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
ZAIRE	35.1	42.8	52.6	46.1	64.3	54.8	33.8	10.9	15.7
Short Term (interest only)	6.4	7.6	10.2	11.3	11.6	10.1	11.3	12.5	14.5
BURUNDI	6.8	5.4	4.7	3.7	3.0	4.0	3.3	3.3	3.4
CAMEROON	5.5	6.0	10.0	11.4	15.2	8.5	7.1	8.9	9.2
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	4.6	5.3	6.4	7.3	7.0	5.7	10.7	10.3	14.4
CHAD	0.0	0.0	0.0	0.0	12.7	13.1	14.8	8.3	5.9
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	8.4	11.9	11.7	11.0	13.5	9.1	13.7	22.6	23.1
EQUATORIAL GUINEA	9.7	4.5	2.6	5.9	3.4	4.0	0.0	0.0	0.0
GABON	8.7	11.9	31.3	24.0	30.9	25.9	15.6	11.7	19.1
RWANDA	14.9	9.6	10.1	12.3	16.6	24.1	22.0	25.0	17.0
SAO TOME PRINCEPE	0.0	0.0	6.3	12.5	16.3	17.2	15.8	10.8	10.3
ZAIRE	4.7	4.7	6.0	8.7	4.3	6.1	10.9	16.3	15.8
Multilaterals	7.1	10.6	13.9	16.7	18.7	20.6	26.0	24.6	34.5
BURUNDI	32.6	29.1	34.5	31.7	39.9	47.9	55.2	59.6	63.4
CAMEROON	8.4	11.1	15.2	17.5	30.8	27.6	39.1	36.6	50.1
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	9.9	12.8	15.7	21.6	25.8	29.3	57.3	46.9	53.2
CHAD	34.9	53.9	40.5	32.6	35.6	39.3	54.6	54.9	57.1
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	4.8	10.4	7.5	9.7	15.5	11.4	2.5	0.1	0.2
EQUATORIAL GUINEA	15.5	10.6	20.7	27.5	3.4	16.0	75.0	93.5	96.3
GABON	3.5	7.4	20.5	19.3	17.6	18.8	12.2	9.3	15.4
RWANDA	26.0	26.8	30.3	29.5	36.9	42.1	40.9	45.1	51.1
SAO TOME PRINCEPE	14.8	7.7	65.6	45.8	14.3	24.1	57.9	45.9	35.9
ZAIRE	5.8	6.3	12.8	16.2	10.5	19.2	39.7	64.3	60.5
Bilaterals	18.0	15.3	13.9	12.5	9.8	19.2	15.8	27.4	20.4
BURUNDI	24.6	30.8	28.1	36.4	31.5	23.6	32.6	24.4	32.5
CAMEROON	12.0	16.8	17.4	9.2	3.7	25.2	17.7	9.0	8.8
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	25.9	36.2	40.7	19.3	11.3	21.2	4.0	31.4	25.2
CHAD	1.7	7.9	28.4	30.3	0.8	9.0	22.2	17.3	16.0
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	8.5	1.3	1.2	3.4	2.9	14.5	3.1	4.0	4.5
EQUATORIAL GUINEA	1.9	21.2	57.8	9.8	0.0	4.0	5.0	3.2	3.7
GABON	16.1	10.6	14.7	27.8	31.1	29.2	28.5	56.3	45.8
RWANDA	18.2	22.7	29.0	30.8	27.2	20.8	31.9	25.0	27.7
SAO TOME PRINCEPE	59.3	92.3	28.1	41.7	59.2	51.7	26.3	43.2	53.8
ZAIRE	34.5	24.0	15.7	17.7	9.6	12.1	4.4	2.0	2.0
Private Total	38.3	36.5	32.7	27.8	21.1	25.9	29.5	15.7	13.2
BURUNDI	23.5	22.2	22.2	18.7	18.9	22.2	7.9	5.8	0.0
CAMEROON	16.7	17.9	19.0	11.4	1.3	7.0	9.0	0.0	0.0
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	8.0	5.0	6.4	3.1	5.0	4.9	0.7	0.0	0.0
CHAD	34.9	0.0	4.1	4.5	7.6	6.6	6.5	4.5	1.7
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	77.8	75.6	78.7	75.0	66.8	63.5	78.8	73.0	71.4
EQUATORIAL GUINEA	0.0	7.6	4.3	17.6	0.0	0.0	2.5	0.0	0.0
GABON	71.7	70.1	31.6	26.1	14.1	10.6	31.9	12.3	8.7
RWANDA	31.5	28.3	18.9	14.5	10.0	9.3	4.7	4.5	4.3
SAO TOME PRINCEPE	25.9	0.0	0.0	0.0	10.2	6.9	0.0	0.0	0.0
ZAIRE	19.8	20.2	12.9	9.4	11.3	7.9	11.1	6.5	6.0

Source: UNECA on the basis of World Bank data.

(E) Estimations for 1993.

CENTRAL AFRICA - DISTRIBUTION OF DEBT SERVICE PAYMENTS, BY DEBTOR

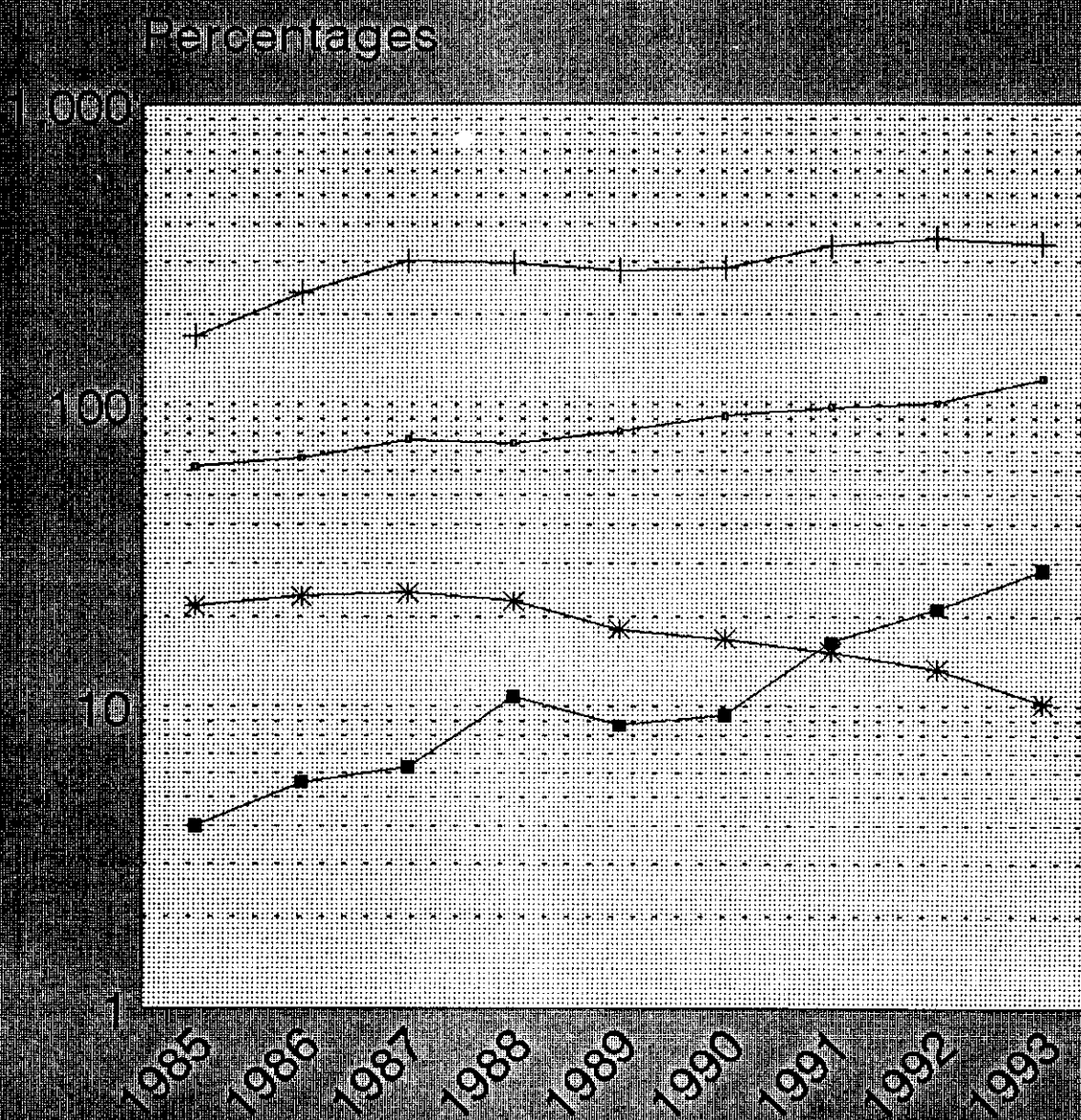
(US\$ millions)

Indicator/Country	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993(E)
Private Nonguaranteed	362.1	310.8	240.3	319.0	169.3	146.7	103.9	96.8	85.5
BURUNDI	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CAMEROON	362.0	310.4	240.2	319.0	169.2	146.7	103.9	96.8	85.0
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	0.1	0.2	0.1	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
CHAD	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.8	0.5
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
EQUATORIAL GUINEA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
GABON	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
RWANDA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
SAO TOME PRINCIPE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
ZAIRE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
IMF Repurchases & Charges	213.9	230.7	282.0	221.9	448.8	258.1	129.8	121.3	72.9
BURUNDI	3.3	4.4	4.9	4.4	2.9	1.0	0.4	2.7	0.3
CAMEROON	5.9	8.1	9.0	9.0	12.6	12.6	22.1	62.2	30.1
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	13.5	11.3	8.5	12.6	15.3	11.0	4.1	2.0	1.0
CHAD	5.0	2.9	2.0	2.9	5.1	3.9	0.2	0.2	1.8
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	2.3	3.2	4.0	3.7	4.4	8.0	5.6	0.4	1.1
EQUATORIAL GUINEA	7.5	3.7	1.7	2.0	5.5	3.8	0.7	0.1	0.0
GABON	0.0	0.0	1.8	3.9	9.0	27.1	38.4	44.9	28.6
RWANDA	1.7	2.5	2.8	2.9	2.7	0.8	0.1	0.1	0.0
SAO TOME PRINCIPE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
ZAIRE	174.7	194.6	247.3	180.5	391.3	189.9	60.2	8.7	10.0
Short Term (interest only)	121.6	137.0	182.4	193.2	184.3	167.5	150.9	139.7	131.7
BURUNDI	1.8	1.9	2.2	1.7	1.3	1.7	1.3	1.3	1.3
CAMEROON	35.0	40.0	65.0	74.0	56.6	42.5	33.0	31.0	33.0
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	1.2	1.5	1.8	1.9	2.1	1.6	1.6	1.8	2.0
CHAD	0.0	0.0	0.0	0.0	1.5	1.6	1.6	1.1	0.7
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	35.2	45.6	52.0	46.0	46.0	48.0	40.0	35.0	30.0
EQUATORIAL GUINEA	1.0	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0
GABON	21.5	24.2	30.4	32.2	44.8	45.1	48.0	50.0	50.2
RWANDA	2.7	1.9	2.4	2.8	4.8	5.2	5.6	6.1	4.0
SAO TOME PRINCIPE	0.0	0.0	0.2	0.3	0.8	0.5	0.3	0.4	0.4
ZAIRE	23.2	21.6	28.1	34.0	26.2	21.1	19.5	13.0	10.1
Multilaterals	135.8	190.3	247.2	284.5	296.9	342.6	348.4	274.1	314.6
BURUNDI	8.6	10.2	16.2	14.7	17.1	20.3	21.7	23.5	24.6
CAMEROON	54.0	73.5	98.5	114.0	114.3	136.8	181.9	126.0	180.4
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	2.6	3.6	4.4	5.6	7.8	8.3	8.6	8.2	7.4
CHAD	6.1	4.1	3.0	2.9	4.2	4.8	5.9	7.3	6.8
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	20.2	39.9	33.3	40.7	52.5	60.4	7.3	0.2	0.3
EQUATORIAL GUINEA	1.6	0.7	2.4	1.4	0.2	0.8	3.0	2.9	2.6
GABON	8.6	15.0	19.9	25.9	25.5	32.7	37.7	40.0	40.5
RWANDA	4.7	5.3	7.2	6.7	10.7	9.1	10.4	11.0	12.0
SAO TOME PRINCIPE	0.4	0.1	2.1	1.1	0.7	0.7	1.1	1.7	1.4
ZAIRE	29.0	37.9	60.2	71.5	63.9	66.7	70.8	51.3	38.6
Bilaterals	343.0	275.5	247.8	214.0	154.9	319.2	211.6	305.8	185.6
BURUNDI	8.5	10.8	13.2	16.9	13.5	10.0	12.8	9.6	12.6
CAMEROON	77.2	111.0	113.2	60.0	13.7	126.5	82.3	31.3	31.6
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	6.8	10.2	11.4	5.0	3.4	6.0	0.6	5.5	3.5
CHAD	0.3	0.6	2.1	2.7	0.1	1.1	2.4	2.3	1.9
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	35.8	5.1	5.3	14.4	10.0	78.8	9.1	6.2	5.8
EQUATORIAL GUINEA	0.2	1.4	6.7	0.5	0.0	0.2	0.2	0.1	0.1
GABON	39.6	21.5	14.3	37.3	45.1	50.8	67.7	241.5	120.2
RWANDA	3.3	4.5	6.9	7.0	7.9	4.5	8.1	6.1	6.5
SAO TOME PRINCIPE	1.6	1.2	0.9	1.0	2.9	1.5	0.5	1.6	2.1
ZAIRE	171.7	109.2	73.8	69.2	58.3	41.8	7.9	1.6	1.3
Private Total	731.1	656.8	581.9	474.0	334.5	430.8	395.2	175.0	120.6
BURUNDI	6.2	7.8	10.4	8.7	8.1	9.4	3.1	2.3	0.0
CAMEROON	107.4	118.4	123.5	74.1	5.0	35.1	41.9	0.0	0.0
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	2.1	1.4	1.8	0.8	1.5	1.4	0.1	0.0	0.0
CHAD	6.1	0.0	0.3	0.4	0.9	0.8	0.7	0.6	0.2
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	327.7	290.7	349.3	314.1	226.7	336.1	230.1	113.2	92.8
EQUATORIAL GUINEA	0.0	0.5	0.5	0.9	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0
GABON	176.6	142.6	30.7	35.0	20.4	18.5	98.2	52.6	22.8
RWANDA	5.7	5.6	4.5	3.3	2.9	2.0	1.2	1.1	1.0
SAO TOME PRINCIPE	0.7	0.0	0.0	0.0	0.5	0.2	0.0	0.0	0.0
ZAIRE	98.6	91.8	60.9	36.7	68.5	27.3	19.8	5.2	3.8
Total Debt	1907.5	1802.9	1781.6	1706.6	1588.7	1664.9	1339.8	1114.5	910.9
BURUNDI	26.4	35.1	46.9	46.4	42.9	42.4	39.3	39.4	38.8
CAMEROON	641.5	661.4	649.4	650.1	371.4	502.2	465.1	349.3	360.1
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	26.3	26.2	28.0	25.9	30.2	28.3	15.0	17.5	13.9
CHAD	17.5	7.6	7.4	8.9	11.8	12.2	10.8	13.3	11.9
CONGO, PEOPLE'S REPUBLIC	421.2	384.5	443.9	418.9	339.6	529.3	292.1	155.0	130.0
EQUATORIAL GUINEA	10.3	6.6	11.6	5.1	5.9	5.0	4.0	3.1	2.7
GABON	246.3	203.3	97.1	134.3	144.8	174.2	308.0	429.0	262.3
RWANDA	18.1	19.8	23.8	22.7	29.0	21.6	25.4	24.4	23.5
SAO TOME PRINCIPE	2.7	1.3	3.2	2.4	4.9	2.9	1.9	3.7	3.9
ZAIRE	497.2	455.1	470.3	391.9	608.2	346.8	178.2	79.8	63.8

Source: UNECA on the basis of data from the World Bank.

(E) Estimates for 1993

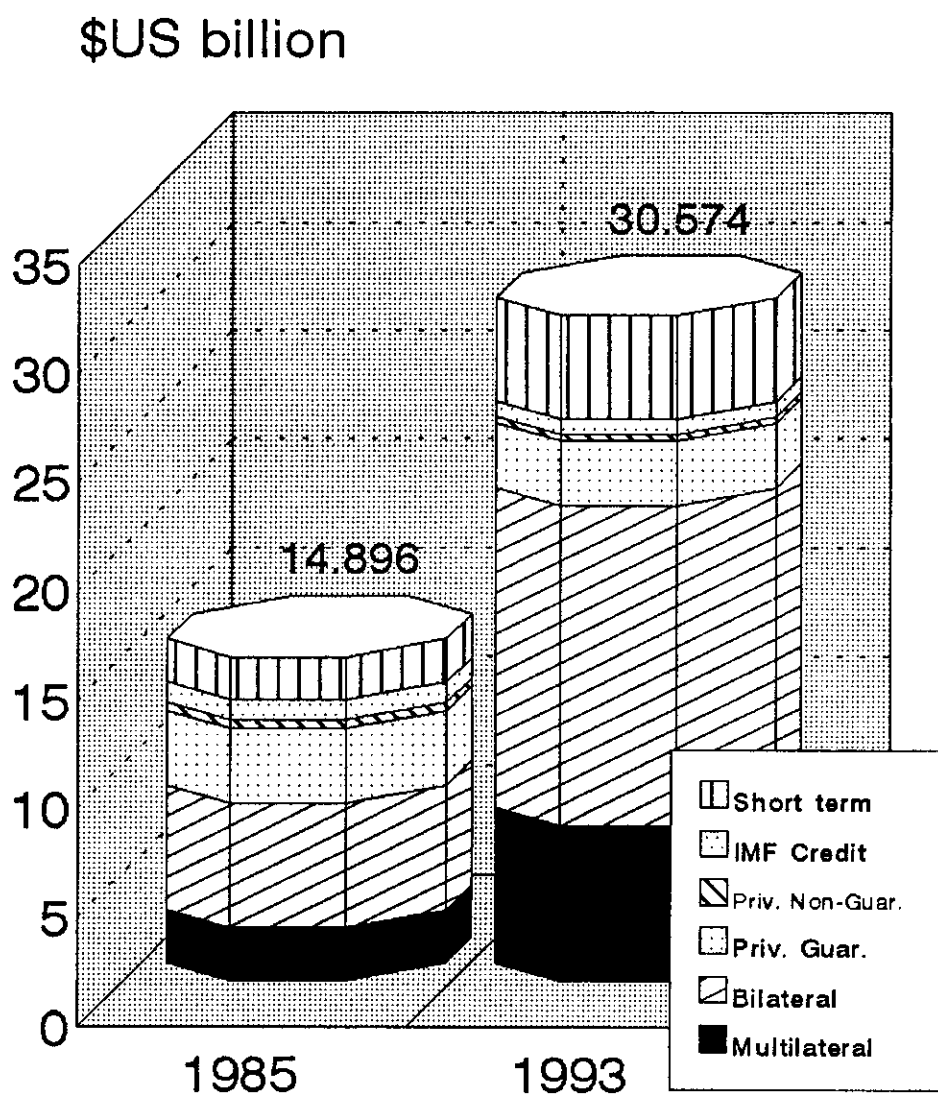
CENTRAL AFRICA: EXTERNAL DEBT RATIOS



DOD/GNP	62.2	66.6	76.9	74.8	81.9	92	98.1	101.4	121.2
DOD/XGS	169.5	237.7	301.6	297	280.1	286	336.3	357.2	341.6
TDS/XGS	21.7	23.4	24.1	22.5	18.1	16.8	15.2	13.3	10.2
ARR/DOD	4	5.6	6.3	10.8	8.7	9.4	16.4	21.1	28.3

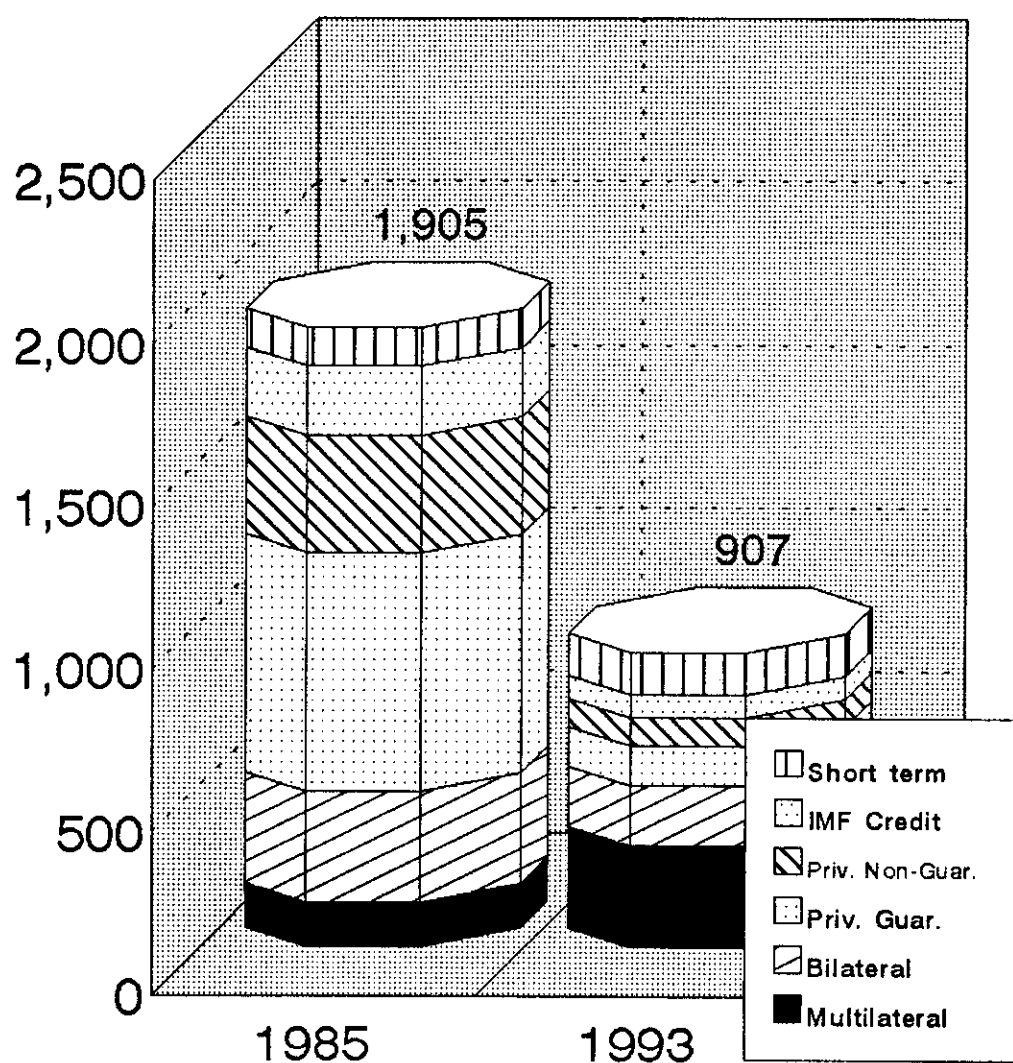
—•— DOD/GNP + DOD/XGS * TDS/XGS —■— ARR/DOD

CENTRAL AFRICA: DISTRIBUTION OF EXTERNAL DEBT BY TYPE OF CREDITOR



Short term	1.979	4.764
IMF Credit	0.933	0.71
Priv. Non-Guar.	0.382	0.305
Priv. Guar.	3.438	2.986
Bilateral	5.723	14.677
Multilateral	2.441	7.132

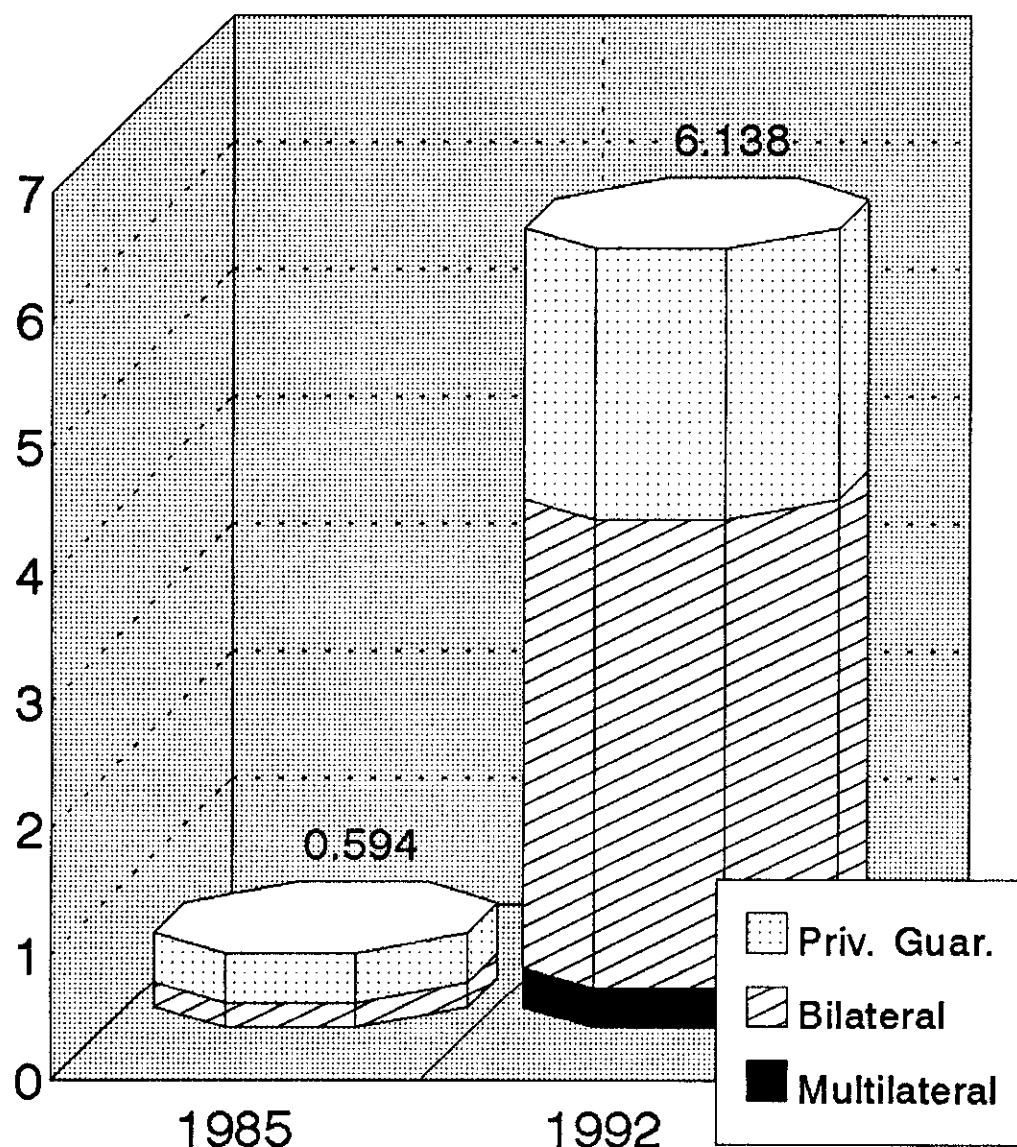
CENTRAL AFRICA: DISTRIBUTION OF DEBT SERVICE BY TYPE OF CREDITOR



Short term	121	131
IMF Credit	213	72
Priv. Non-Guar.	362	85
Priv. Guar.	731	120
Bilateral	343	185
Multilateral	135	314

CENTRAL AFRICA: DISTRIBUTION OF ARREARS PUBLIC AND PUBLICLY GUARANTEED CREDITORS

\$US billions



Priv. Guar.	0.397	2.134
Bilateral	0.192	3.683
Multilateral	0.005	0.321

Source: UNECA on the basis of World Bank data

ANNEXE 3

A. PERSONNES RENCONTREES AU CONGO

Présidence

- S.E. Patrice LISSOUBA, Président de la République
- Gilbert PANA, Conseiller économique
- Didier BOUNSANA, Conseiller au plan et à la dette

Ministères

- Guila MOUNGOUNGA-KOMBO, Ministre de l'économie, des finances et du plan
- Luc Adamo MATETA, Ministre du budget, des finances, chargé des régies
- Antoine BANVIDI, Directeur général du plan
- Emanuel NGONO, Directeur général de la Caisse congolaise d'amortissement
- Pacifique ISSOIBEKA, Directeur national adjoint de la Banque des Etats de l'Afrique centrale
- Mme Kaya, Chef du service de la balance des paiements, BEAC

Autres

- M. DIAWARA, Représentant résident du PNUD
- Yves JORLIN, Directeur de la Caisse française de développement

B. PERSONNES RENCONTREES AU CAMEROUN

Ministère de l'économie, des finances et du plan

- André MEKA-ENGAMBA, Inspecteur général
- Robert BOULLEYS, Sous-directeur de la coopération multilatérale, régionale et sous-régionale, DCET

- Emanuel MBRGA, Economiste, SDCMRS/DCET
- ANGOS, Chef de service, direction projets et programmes
- Joseph NKOUMOU NDO, Chef de la division de la trésorerie et des règlements, Caisse autonome d'amortissement
- Jean Paul MVONDO, Chef de la division contrôle et gestion, Caisse autonome d'amortissement
- Jean-Baptiste DJOUMESSI, Directeur de la planification,

Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC)

- Anicet G. DOLOGUELE, Directeur des relations financières extérieures
- Mustapha MAHAMAT, Chef du service statistique, Direction de la recherche et de la prévision
- Alexandre RENAMY-LARIOT, Chef d'études

MULPOC/CEA

- Agnes DIAROUMEYE, Directrice
- Abdoulahi MAHAMAT, Economiste

Autres

- Jean Pierre JACQUEMOT, Directeur, Mission française de coopération
- Roland DORDHAIN, Directeur, Caisse française de développement
- Jean-Pierre NDANGKOU, Directeur, Centre africain d'études monétaires (CAEM)
- DTSANA, Economiste, CAEM